



Communiqué

Le 8 novembre 2013

TELUS communique ses résultats du troisième trimestre de 2013

Progression de plus de 10 % du bénéfice net et du BPA attribuable aux secteurs mobile et filaire

***La société a remis plus de 1,6 G\$ à ses actionnaires depuis le début de l'exercice
Hausse de 12,5 % du dividende trimestriel en glissement annuel,
qui passe ainsi à 36 cents par action***

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a déclaré pour le troisième trimestre de 2013 des produits de 2,87 G\$, en hausse de 3,6 % par rapport au dernier exercice, et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA) de 1,04 G\$, en hausse de 4,6 %. Exception faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, le BAIIA a augmenté de 5,7 % et atteint 1,05 G\$. Le bénéfice par action de base (BPA) a progressé de 14 % et s'est élevé à 0,56 \$, alors que le BPA ajusté a augmenté de 18 % pour se situer à 0,58 \$.

La hausse des produits consolidés découle de la croissance de 5 % des produits tirés du réseau mobile et de l'augmentation de 3 % des produits provenant des services filaires. Les produits tirés des services mobiles ont profité de la progression soutenue du nombre d'abonnés ainsi que de l'augmentation du produit moyen par appareil d'abonné (PMAA), laquelle est le fait du rythme d'adoption accru des téléphones intelligents et de la hausse connexe de l'utilisation des services de transmission de données. La progression des produits tirés des services filaires est liée à la hausse de 9 % des produits provenant de la transmission de données, ce qui est attribuable à l'augmentation constante du nombre d'abonnés à TELUS TV et au service Internet haute vitesse ainsi qu'aux produits par client plus élevés.

TELUS a ajouté un nombre net de 115 000 nouvelles connexions clients au cours du trimestre, ce qui comprend 106 000 clients au service mobile postpayé, 34 000 abonnés au service de télévision et 19 000 clients au service Internet haute vitesse. La croissance de la clientèle du service mobile de TELUS a été soutenue par la baisse de 11 points de base en glissement annuel du taux de désabonnement mensuel des clients des services postpayés, qui se situe à seulement 0,99 %, soit son niveau le plus bas en plus de six ans. Cette croissance a été en partie annulée par le léger recul du nombre de clients du service mobile prépayé et par le déclin persistant des services filaires traditionnels. TELUS compte en tout 7,8 millions d'abonnés au service mobile, ce qui représente une hausse de plus de 3,0 % en glissement annuel, alors qu'il y a 776 000 abonnés à TELUS TV, soit une augmentation de 22 %, et 1,37 million de connexions Internet haute vitesse, une progression de plus de 5 %.

Au cours du troisième trimestre, TELUS a remis une somme de 941 M\$ à ses actionnaires, ce qui comprend 222 M\$ sous forme de dividendes et 719 M\$ en achats d'actions. Pour la période de neuf mois close en septembre 2013, la société a remis la somme de 1,639 G\$ à ses actionnaires, ce qui inclut 639 M\$ sous la forme de versements de dividendes et 1,0 G\$ en achats d'actions.

Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 61 M\$ et se sont établis à 365 M\$ pour le troisième trimestre, ce qui est essentiellement attribuable aux dépenses d'investissement plus élevées engagées pour accroître la capacité, les vitesses et la couverture des réseaux à large bande évolués de TELUS, de même qu'à la hausse des paiements d'impôt en trésorerie, laquelle a réduit la croissance du BAIIA.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audité)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation en %
	2013	2012	
Produits opérationnels	2 874	2 774	3,6
Charges opérationnelles avant amortissements ¹⁾	1 839	1 784	3,1
BAIIA ¹⁾²⁾	1 035	990	4,6
BAIIA, exception faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires ¹⁾²⁾³⁾	1 050	993	5,7
Bénéfice net ¹⁾	356	323	10,2
Bénéfice net ajusté ¹⁾⁴⁾	365	323	13,0
Bénéfice par action de base (BPA) ¹⁾	0,56	0,49	13,6
BPA ajusté ¹⁾⁴⁾	0,58	0,49	18,4
Dépenses d'investissement	555	471	17,8
Flux de trésorerie disponibles ⁵⁾	365	426	(14,3)
Total des connexions clients ⁶⁾	13,27	12,98	2,2

- 1) Les données de 2012 ont été ajustées pour tenir compte de l'application rétrospective de la norme comptable IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011).
- 2) Le BAIIA est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour obtenir une définition et une explication de cette mesure, se reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du troisième trimestre de 2013.
- 3) Pour les troisièmes trimestres de 2013 et 2012, les coûts de restructuration et autres coûts similaires se sont établis à 15 M\$ et 3 M\$, respectivement.
- 4) Le bénéfice net ajusté et le BPA ajusté sont des mesures qui n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué comme excluant (après impôt sur le résultat) : 1) les coûts de restructuration et autres coûts similaires; et 2) les ajustements défavorables liés à l'impôt sur le résultat. Pour obtenir une analyse plus détaillée des éléments susmentionnés, se reporter à la section 1.3 du rapport de gestion du troisième trimestre de 2013.
- 5) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour obtenir une définition et une explication de cette mesure, se reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du troisième trimestre de 2013.
- 6) La somme des abonnés au service mobile, des lignes d'accès au réseau et du nombre total d'abonnés à Internet et au service TELUS TV (services de télévision sur IP et par satellite). À compter du deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnements aux services machine-machine ont été exclus de toutes les mesures établies en fonction des abonnés. Le nombre d'abonnés cumulé tient compte d'un ajustement au solde d'ouverture en date du 1^{er} avril 2013, effectué afin de soustraire environ 76 000 abonnements aux services machine-machine.

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a déclaré : « TELUS a une fois encore généré d'excellents résultats, soutenus par nos investissements stratégiques dans les technologies avancées et les services liés à l'accès large bande, conjugués à nos efforts constants de faire passer les clients en premier et de réaliser des efficacités opérationnelles. Notre culture consistant à donner la priorité aux clients continue d'attirer de nouveaux clients comme en témoigne au troisième trimestre l'ajout de 106 000 nouveaux clients des services mobiles, de 34 000 nouveaux clients de la télévision et de 19 000 nouveaux abonnés à Internet haute vitesse. En plus de ces chiffres attestant d'une forte croissance, nous enregistrons également un taux de désabonnement des clients des services postpayés de seulement 0,99 % par mois, le meilleur de l'industrie, et notre taux le plus faible depuis le premier trimestre de 2007. Attirer des clients et les fidéliser est d'une importance cruciale pour la poursuite de notre succès, aussi avons-nous été satisfaits des résultats du rapport annuel de la CPRST sur les plaintes des clients, publié au début de la semaine, selon lequel les plaintes provenant de nos clients ont considérablement diminué pour une deuxième année de suite. Si nous avons encore du travail à faire sur ce plan, nous offrons de toute évidence une expérience du service à la clientèle qui se démarque et nous donnons aux Canadiens une raison évidente de choisir TELUS.

Cette excellence dans le service à la clientèle a aidé TELUS à générer ce trimestre un bénéfice record par action, avec une croissance de 14 %. De plus, nous continuons à produire de robustes flux de trésorerie disponibles qui permettront à notre organisation d'investir davantage dans sa croissance tout en procurant aux actionnaires des rendements supérieurs sur leur investissement. »

M. Entwistle a ajouté : « Pendant les neuf premiers mois de 2013, nous avons remis 1,639 milliard de dollars à nos actionnaires grâce à la croissance de notre dividende et aux programmes de rachat d'actions et aujourd'hui nous augmentons notre dividende trimestriel de deux cents, le faisant passer à 36 cents, soit un dividende annuel de 1,44 \$, ce qui représente une hausse de 12,5 % sur douze mois. La solidité constante de l'exécution de nos activités, conjuguée à notre excellent bilan, a placé TELUS dans une position unique pour appliquer avec succès sa série de mesures pluriannuelles favorisant les actionnaires.. Celles-ci comprennent, jusqu'en 2016, notre programme de croissance du dividende visant des hausses semestrielles d'environ 10 % par année et des rachats d'actions totalisant jusqu'à 2,5 milliards de dollars. »

John Gossling, vice-président à la direction et chef des finances de TELUS, a pour sa part indiqué : « La production soutenue des flux de trésorerie par TELUS, conjuguée à notre solide bilan financier, a permis à notre organisation de mener rapidement à bien son programme de rachat d'actions de 2013 annoncé en mai et élargi en juillet. Au total, nous avons racheté et annulé plus de 31 millions d'actions ordinaires de TELUS d'une valeur de un milliard de dollars, au coût moyen d'environ 32 \$ l'action. Ces rachats ont réduit de 4,8 % le nombre des actions en circulation et ont à la fois renforcé notre bénéfice par action et notre capacité financière d'augmenter le dividende dans le futur. »

Sur la base de ses résultats en cumul annuel, TELUS a mis à jour ses prévisions annuelles concernant les produits externes tirés des services mobiles afin de tenir compte du fait que les produits provenant de l'équipement mobile sont légèrement moins élevés que prévu. TELUS prévoit maintenant que les produits externes liés aux services mobiles se situeront entre 6,1 G\$ et 6,2 G\$, comparativement à la prévision antérieure, qui établissait ces produits entre 6,2 G\$ et 6,3 G\$. Les prévisions concernant les produits externes du secteur des services filaires et les produits consolidés demeurent inchangées. Par ailleurs, l'objectif concernant les dépenses d'investissement a été haussé à environ 2 G\$, comparativement à l'objectif de 1,95 G\$ fixé précédemment. Fait important, les prévisions concernant le BAIIA et le BPA pour 2013 demeurent inchangées, et TELUS les a confirmées aujourd'hui.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement opérationnel de TELUS ainsi que sur des événements futurs, notamment en ce qui a trait aux futures hausses de dividendes et aux futures offres publiques de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en 2016 ainsi qu'aux prévisions pour l'exercice 2013, qui sont prospectifs. Par leur nature, ces énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle pose des hypothèses et formule des prévisions et ils peuvent comporter des risques et des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs ne soient pas exacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les objectifs annuels pour 2013, les objectifs sur trois ans du chef de la direction en ce qui concerne la croissance du BPA et des flux de trésorerie disponibles jusqu'en 2013, exception faite des coûts liés à l'acquisition du spectre, les hausses semestrielles des dividendes jusqu'en 2016, ainsi que la capacité de maintenir et de mener à bien des programmes pluriannuels d'achat d'actions jusqu'en 2016), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans les rapports de gestion pour le premier trimestre et le deuxième trimestre, de même que dans le rapport de gestion ci-joint pour le troisième trimestre, dans le rapport annuel de 2012, ainsi que dans d'autres documents de communication de l'information au public de TELUS et documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR, à sedar.com) et des États-Unis (sur EDGAR, à sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à son appréciation, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et indications annuelles.

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

Services mobiles de TELUS

- Les produits provenant du réseau mobile ont augmenté de 71 M\$, ou 5,2 %, et atteint 1,44 G\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à la croissance continue du nombre d'abonnés et à la hausse des PMAA associée au rythme d'adoption constant des téléphones intelligents et des services de transmission de données connexes.
- Les produits tirés de la transmission de données ont progressé de 91 M\$, ou 17 %, et se sont élevés à 637 M\$, ce qui représente 44 % des produits provenant du réseau mobile pour le trimestre. Les PMAA tirés des services de transmission de données ont augmenté de 3,21 \$, ou 13 %, et se sont établis à 27,72 \$. Ces hausses découlent des taux d'adoption et d'utilisation qui demeurent élevés pour les téléphones intelligents et les applications de transmission de données, ainsi que de l'accroissement des volumes d'itinérance.
- Les PMAA combinés ont connu une hausse de 1,07 \$, ou 1,7 %, et se sont chiffrés à 62,49 \$, la croissance des PMAA tirés des services de transmission des données ayant plus que compensé le recul de 5,8 % des PMAA liés aux services de transmission de la voix. Il s'agit du douzième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel des PMAA combinés.
- Le taux de désabonnement mensuel des clients des services postpayés s'est situé à 0,99 %, en baisse de 11 points de base, soit son niveau le plus bas en plus de six ans, tandis que le taux de désabonnement mensuel combiné s'est fixé à 1,36 %, en baisse de 8 points de base. Le faible taux de désabonnement de TELUS témoigne de la réussite de l'approche service « Les clients d'abord » de la société, de l'efficacité des investissements réalisés dans la fidélisation et des taux de désabonnement plus faibles associés aux téléphones intelligents.
- Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés, soit 106 000, ont été en partie annulés par la légère perte de 2 000 abonnés aux services prépayés, lesquels génèrent des PMAA moins élevés, ce qui s'est traduit par des ajouts nets de 104 000 abonnés, par rapport à 111 000 il y a un an. Le total des abonnés aux services mobiles a atteint 7,8 millions, en hausse de 3,3 % comparativement au dernier exercice, et la proportion d'abonnés aux services postpayés à valeur élevée a augmenté pour atteindre 86 % du nombre total d'abonnés. Le nombre d'abonnés qui utilisent des téléphones intelligents a augmenté et ceux-ci représentent maintenant 75 % des clients des services postpayés de TELUS, par rapport à 63 % au dernier exercice.
- Le BAIIA déclaré du secteur des services mobiles a atteint 680 M\$, en hausse de 42 M\$, ou 6,6 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison de la croissance des produits tirés des services de réseau. La marge du BAIIA du secteur des services mobiles, fondée sur le total des produits tirés des services de réseau, a augmenté de 60 points de base et s'est élevée à 46,8 %. Le BAIIA, exception faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, a progressé de 45 M\$, ou 7 %, et s'est fixé à 684 M\$, ce qui représente 47,0 % du total des produits tirés des services de réseau.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) du secteur des services mobiles ont progressé de 23 M\$ et se sont chiffrés à 486 M\$ pour le trimestre, grâce à la hausse du BAIIA.

Services filaires de TELUS

- Les produits externes du secteur des services filaires ont augmenté de 38 M\$, ou 3,0 %, et atteint 1,31 G\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à la même période du dernier exercice. Cette croissance est attribuable à la hausse des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été partiellement annulée par le déclin des produits tirés des services de transmission de la voix existants.
- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont progressé de 64 M\$, ou 8,7 %, principalement grâce à la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV, au service Internet haute vitesse et aux services de transmission de données améliorés, le tout combiné à l'augmentation des PMAA liés aux services de télévision et Internet haute vitesse ainsi qu'aux services TELUS Santé.
- Le nombre total de nouveaux abonnés au service de télévision a été de 34 000, soit 8 000 de moins que pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors que le nombre total d'abonnés au service de télévision, soit 776 000, est en progression de 139 000, ou 22 %, par rapport à il y a un an.
- Il y a eu 19 000 ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, soit 7 000 de moins que pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors que TELUS compte 1,37 million d'abonnés du service Internet haute vitesse, soit 71 000, ou 5,4 %, de plus qu'au dernier exercice.

- Le nombre total de lignes d'accès au réseau s'est établi à 3,3 millions, en baisse de 4,8 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre de lignes résidentielles a reculé de 7,4 % en glissement annuel, en raison des pertes soutenues au profit du service mobile et du service Internet, ainsi que de la concurrence. Le nombre de lignes d'affaires a baissé de 1,8 % par rapport au dernier exercice, ce qui est attribuable à la concurrence permanente sur le plan des tarifs au sein du marché des petites et moyennes entreprises ainsi qu'à l'adoption des services IP par les clients.
- Le BAIIA déclaré du secteur des services filaires s'est chiffré à 355 M\$, en hausse de 3 M\$, ou 0,8 %, en glissement annuel, ce qui s'explique par l'amélioration des marges des services Télé OPTIK et Internet, laquelle découle de la croissance du nombre d'abonnés et des PMAA, ainsi que par les initiatives en cours en matière d'efficacité opérationnelle. Exception faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, le BAIIA a progressé de 12 M\$, ou 3,4 %, et atteint 366 M\$.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) du secteur des services filaires ont reculé de 62 M\$ en glissement annuel, en lien avec les dépenses d'investissement plus élevées qui ont été engagées pour soutenir la croissance des services aux clients d'affaires et les investissements réalisés dans l'infrastructure à large bande, notamment afin d'accroître le nombre de connexions directes au câble à fibres optiques pour les domiciles et les entreprises.

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE

TELUS nommée à l'indice nord-américain de durabilité Dow Jones pour 2013

TELUS figure à l'indice nord-américain de durabilité Dow Jones (Dow Jones Sustainability North America Index ou DJSI North America) pour une treizième année de suite. TELUS est la seule entreprise de télécommunications canadienne et l'une des trois entreprises de télécommunications nord-américaines à faire partie de cet indice. TELUS a reçu une note parfaite au chapitre de la gestion des risques et des crises, ainsi que pour sa conscience sociale et ses activités philanthropiques. TELUS a également obtenu la meilleure note sectorielle en ce qui a trait au code de conduite, à la conformité et aux pratiques en matière de corruption. L'indice DJSI North America évalue la performance des entreprises faisant partie de la tranche supérieure de 20 % des 600 plus grandes sociétés du Canada et des États-Unis incluses dans le S&P Global Broad Market Index qui sont des chefs de file de leur secteur en matière de durabilité.

Déclaration de dividende – Le dividende trimestriel passe à 36 cents par action, en hausse de 12,5 % par rapport au dernier exercice

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré une hausse de deux cents du dividende trimestriel sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, qui passe ainsi à 36 cents (0,36 \$) canadiens par action. Le dividende sera versé le 2 janvier 2014 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2013. Le nouveau dividende représente une hausse de quatre cents ou 12,5 % par rapport au dividende trimestriel de 0,32 \$ par action qui a été versé le 2 janvier 2013.

Cette nouvelle hausse du dividende trimestriel est la sixième en vertu du programme de croissance du dividende de TELUS qui a été annoncé en mai 2011 et que la société a récemment prolongé jusqu'en 2016. En vertu de ce programme, TELUS prévoit continuer d'augmenter le dividende deux fois par année, habituellement en mai et en novembre, et ces hausses devraient être d'environ 10 % par année. Nonobstant ce qui précède, les décisions touchant les dividendes demeureront tributaires des bénéfices et des flux de trésorerie disponibles et continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil ainsi qu'à la détermination de la situation financière et des perspectives de TELUS sur une base trimestrielle. Rien ne garantit que la société maintiendra son programme de croissance du dividende jusqu'en 2016.

TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 11,3 milliards de dollars et à 13,3 millions de connexions clients, dont 7,8 millions d'abonnés des services mobiles, 3,3 millions de lignes d'accès au réseau filaire, 1,4 million d'abonnés des services Internet et 776 000 clients du service TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par le président et chef de la direction, Darren Entwistle, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement.

Fidèles à leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 300 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 4,8 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. Quatorze comités d'investissement communautaire dirigent les initiatives philanthropiques locales de TELUS. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

Relations avec les médias :

Shawn Hall
604-619-7913
shawn.hall@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell
647-837-1606
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2012 sur notre site Web à telus.com/investisseurs.

La **conférence téléphonique** de TELUS pour le troisième trimestre de 2013, **prévue le 8 novembre 2013 à 11 h (HE)**, comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investisseurs. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 8 novembre au 7 décembre en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1052450 suivi du carré et le code d'accès 35175. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investisseurs, et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION
Rapport de gestion
Troisième trimestre de 2013

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la société, « nous », « notre », « nos », « nôtre » et « nous-mêmes » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Les énoncés prospectifs incluent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés concernant les indications pour l'exercice et les mises à jour qui y sont apportées, notre programme pluriannuel de croissance des dividendes, notre programme pluriannuel de rachat d'actions et les tendances. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *prévoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Par leur nature, les énoncés prospectifs peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et nous nous réservons le droit de modifier, à tout moment et à notre gré, notre pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de nos objectifs et de nos indications pour l'exercice. Les objectifs, les indications et les hypothèses connexes pour l'exercice 2013, de même que les facteurs de risque et les objectifs du chef de la direction, sont décrits dans notre rapport annuel 2012. Se reporter également à la *rubrique 9, Indications pour l'exercice 2013*, du présent rapport de gestion.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement prévu incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies, les nouveaux venus offrant des services sans fil évolués, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement émergents; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée; les pertes de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse de TELUS ainsi que les coûts connexes; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») découlant des activités promotionnelles des concurrents, la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les niveaux de ventes de téléphones intelligents et les niveaux de financement connexes; la capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Les approbations réglementaires et les changements à la réglementation, y compris le fait que le gouvernement fédéral a laissé savoir qu'il a l'intention de réduire les tarifs liés aux services d'itinérance offerts sur les réseaux mobiles au Canada et d'exiger un plus important dégroupage des chaînes de télévision; les futures enchères de licences de spectre et les règles visant les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 à 2 690 MHz (y compris les limites visant les fournisseurs de services mobiles titulaires, les avantages dont bénéficient les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'issue de l'examen des services de gros obligatoires effectué par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »), y compris la prise en compte de l'accès obligatoire des concurrents aux installations de fibre optique jusqu'aux locaux des abonnés; l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; l'augmentation du contrôle exercé à l'étranger de certains nouveaux venus dans le secteur des services sans fil évolués; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; les conflits potentiels susceptibles de découler des lois provinciales visant la protection des consommateurs non harmonisées et du nouveau code national obligatoire du CRTC visant les services mobiles qui entrera en vigueur le 2 décembre 2013; les incertitudes quant à l'issue de la contestation judiciaire concernant la rétroactivité de ce code en ce qui a trait aux contrats conclus entre juin 2012 et le 2 décembre 2013; la hausse possible des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles découlant de la mise en place de contrats d'une durée maximale de deux ans en vertu du code sur les services sans fil.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, notamment le remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement comme Skype; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi; les services par contournement IP qui pourraient cannibaliser les services de télévision et de divertissement.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité du réseau mobile, la capacité spectrale et les niveaux de service; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris ceux à large bande et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles); le recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); notre insuffisance de spectre dans certaines régions géographiques et la nécessité d'acquérir d'autres licences de spectre dans le cadre d'enchères ou auprès de tiers; la dépendance envers l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz aux fins de notre stratégie de lancement de la technologie LTE dans les zones rurales; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et systèmes de soutien; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris les risques liés à la migration vers de nouveaux centres de données

Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); le moment auquel auront lieu les mises hors service des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts opérationnels, ainsi que la migration connexe des abonnés et les risques liés à leur fidélisation; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV^{MD}, qui relève de tiers fournisseurs.

- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur et le caractère durable de la croissance économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique à l'étranger; les taux d'intérêt futurs; le rendement et la capitalisation des régimes de retraite; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Le niveau des dépenses d'investissement, de même que les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères futures ou auprès de tiers, en raison de notre stratégie de déploiement de la technologie LTE et de futures technologies mobiles, des initiatives liées aux services à large bande filaires, de la demande des abonnés visant les services de transmission de données, des nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et des enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, notamment celles concernant les bandes de fréquence de 700 MHz qui devraient commencer en janvier 2014 et celles concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz prévues pour plus tard en 2014 ou au début de 2015.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016 et la capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel, la performance économique raisonnable au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Les programmes de rachat d'actions pourraient être touchés par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, ainsi que par l'évaluation et la détermination de la situation financière par le conseil d'administration de temps à autre.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et sans que ces activités aient des répercussions sur le service à la clientèle; ces initiatives comprennent notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») de 250 millions de dollars d'ici la fin de 2015; l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation; les activités d'approvisionnement; et le regroupement de biens immobiliers.
- Les risques liés aux processus, y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services; la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les risques liés aux activités d'aménagement des coentreprises immobilières.
- Les questions fiscales, y compris la tendance générale des administrations responsables de la perception des impôts à adopter des procédures d'audit plus rigoureuses; les possibles hausses des taux d'imposition des sociétés; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris les menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les erreurs humaines; les pannes d'équipement; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions ou les dessaisissements soient fructueux et effectués au moment opportun, et la concrétisation des avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://www.sedar.com)) et auprès de la SEC aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://www.sec.gov)). La rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2012 de TELUS, ainsi que les mises à jour présentées à la rubrique 10 de notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2013 et du présent rapport de gestion du troisième trimestre de 2013 sont intégrées par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Table des matières

Rubrique	Description
1. Introduction	1.1 Préparation du rapport de gestion 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées
2. Activités principales et stratégie	
3. Catalyseurs clés de rendement	
4. Capacités	4.1 Principaux marchés et concurrents 4.2 Ressources opérationnelles 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière
5. Analyse des résultats opérationnels	5.1 Généralités 5.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances 5.3 Résultats opérationnels consolidés 5.4 Secteur des services mobiles 5.5 Secteur des services filaires
6. Évolution de la situation financière	
7. Situation de trésorerie et sources de financement	7.1 Entrées liées aux activités opérationnelles 7.2 Sorties liées aux activités d'investissement 7.3 Sorties liées aux activités de financement 7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 7.5 Facilités de crédit 7.6 Vente de créances clients 7.7 Notations du crédit 7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 7.9 Information sur les actions en circulation 7.10 Transactions entre parties liées
8. Questions comptables	8.1 Estimations comptables critiques 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables
9. Indications pour l'exercice 2013	
10. Risques et gestion des risques	10.1 Concurrence 10.2 Questions de réglementation 10.3 Litiges et questions d'ordre juridique
11. Définitions et rapprochements	11.1 Mesures financières non définies par les PCGR 11.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

1.Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

1.1 Préparation du rapport de gestion

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et du rendement financier consolidés de TELUS Corporation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS datés du 30 septembre 2013. Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les expressions IFRS de l'IASB et IFRS utilisées dans le présent document font référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement, pour assurer le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 11.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été revus par le comité d'audit de TELUS, et le conseil d'administration de cette dernière a approuvé leur publication le 8 novembre 2013.

1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Croissance économique

Nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'élèvera à 1,7 % en 2013, à 2,4 % en 2014 et à 2,6 % en 2015, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'octobre 2013, la Banque du Canada prévoit que la croissance de l'économie canadienne s'élèvera à 1,6 % en 2013, à 2,3 % en 2014 et à 2,6 % en 2015. Par ailleurs, selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de septembre 2013, le taux de chômage au pays s'est élevé à 6,9 % (7,1 % en décembre 2012 et 7,4 % en septembre 2012).

Faits nouveaux les plus récents en matière de réglementation

Le 16 octobre 2013, le gouvernement fédéral a laissé savoir qu'il a l'intention de prendre des mesures pour réduire les tarifs liés aux services d'itinérance offerts sur les réseaux au Canada et d'exiger un plus important dégroupage des chaînes de télévision offertes aux consommateurs. Par ailleurs, le 23 octobre 2013, le CRTC a annoncé qu'il a l'intention de consulter les Canadiens sur l'avenir du système de télévision du Canada. Il nous est actuellement impossible de déterminer l'issue de ces intentions et de ces plans.

Environnements technologique et concurrentiel

En ce qui a trait au contexte technologique et concurrentiel au Canada, l'Organisation de coopération et de développements économiques (l'« OCDE ») a publié son rapport biennal sur les infrastructures et services de communications en juillet 2013. Le rapport de l'OCDE a classé le Canada au premier rang en matière d'investissements par habitant parmi les 34 pays couverts par l'étude. Fait tout aussi important, tant le rapport de l'OCDE que le rapport Wall commandé par le CRTC et par Industrie Canada et publié en juillet 2013 indiquent que les tarifs des services mobiles au Canada se situent dans la médiane par rapport aux tarifs des autres pays du G7, pour toutes les combinaisons de services de voix et de données.

Par ailleurs, l'OCDE a classé les réseaux mobiles du Canada au deuxième rang tout juste derrière le Danemark en ce qui concerne les vitesses de transmission des données mobiles, soit plus de deux fois les vitesses moyennes fournies en Allemagne et en Italie, plus de trois fois les vitesses moyennes fournies aux États-Unis et en France, et neuf fois les vitesses fournies au Royaume-Uni. Également, la Commission européenne a publié un rapport au milieu de 2013, selon lequel les trois quarts des Européens n'ont pas accès au service mobile 4G LTE, service dont pouvait déjà se prévaloir plus de 79 % de la population canadienne au 30 septembre 2013, malgré la vaste topographie du Canada.

Plus tôt au cours de l'été, Navigant Economics a publié un rapport dans lequel il compare les réseaux mobiles en Europe et ceux des États-Unis. Nous avons retenu les services de Navigant en vue d'élargir la portée de cette analyse afin de comparer les réseaux de l'Union européenne (« UE ») et ceux du Canada. Les résultats, qui ont été publiés en septembre, font ressortir les faits suivants :

- Les usagers des services mobiles en Amérique du Nord utilisent beaucoup plus leurs appareils à des fins de transmission de la voix et de données que les usagers en Europe. Bien que les Canadiens soient aussi susceptibles que les Européens de posséder un téléphone intelligent, les Canadiens sont davantage susceptibles d'utiliser leur téléphone à des fins telles que les services bancaires itinérants, la navigation Web et la diffusion vidéo en continu, et ils utilisent environ deux fois plus de données que les usagers européens.
- La qualité des services mobiles au Canada est de loin supérieure à celle des services mobiles offerts au sein de l'UE, grâce aux investissements importants dans les technologies de prochaine génération. Les investissements par connexion des entreprises de télécommunications offrant des services mobiles au Canada sont 21 pour cent plus élevés que ceux des entreprises de télécommunications aux États-Unis, et plus de 2,3 fois supérieurs à ceux des entreprises de télécommunications au sein de l'UE, ce qui fait que la vitesse des réseaux au Canada est 75 pour cent plus élevée que celle du réseau moyen au sein de l'UE.
- Les consommateurs canadiens bénéficient d'un avantage prix-qualité, et ce malgré les coûts élevés de mise en place de réseaux découlant de la faible densité de la population. Il existe seulement 15 connexions mobiles par kilomètre carré au Canada, soit moins de un dixième du nombre moyen de connexions au sein de l'UE, soit 155 par kilomètre carré, et considérablement moins que les 51 connexions par kilomètre carré aux États-Unis.
- La disparité qui existe entre le rendement des réseaux au Canada et au sein de l'UE tient en partie aux choix en matière de politique effectués par les organismes de réglementation en Europe. Les efforts déployés pour créer une concurrence artificielle ou pour bloquer les regroupements efficaces ont entraîné une fragmentation du marché et paralysé les investissements et l'innovation en Europe.

Ces rapports confirment le caractère concurrentiel, à l'échelle internationale, des tarifs des services mobiles au Canada, de même que le fait que les Canadiens ont accès aux réseaux mobiles les plus évolués au monde, qui permettent des vitesses et une couverture supérieures. Ces faits témoignent des investissements importants effectués par TELUS et par d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.

1.3 Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits opérationnels	2 874	2 774	3,6 %	8 456	8 070	4,8 %
Bénéfice opérationnel ¹	590	529	11,5 %	1 725	1 554	11,0 %
Bénéfice avant impôt ¹	481	433	11,1 %	1 388	1 276	8,8 %
Bénéfice net ¹	356	323	10,2 %	1 004	941	6,7 %
Bénéfice net par action de participation ^{1, 2, 3}						
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	0,56	0,49	13,6 %	1,55	1,44	7,6 %
BPA dilué (en dollars)	0,56	0,49	13,6 %	1,55	1,44	7,6 %
Dividendes déclarés par action de participation ² (en dollars)	0,34	0,305	11,5 %	1,00	0,90	11,1 %
Nombre moyen pondéré d'actions de participation ² en circulation, de base (en millions)	633	652	(2,9) %	646	651	(0,8) %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie						
Entrées liées aux activités opérationnelles	1 084	965	12,3 %	2 520	2 516	0,2 %
Sorties liées aux activités d'investissement	552	490	12,7 %	1 602	1 544	3,8 %
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ⁴	555	471	17,8 %	1 533	1 460	5,0 %
Sorties liées aux activités de financement	772	502	53,8 %	993	973	2,1 %

Autres faits saillants						
Nombre de connexions d'abonnés ⁵ (en milliers)				13 270	12 981	2,2 %
BAIIA ^{1, 6}	1 035	990	4,6 %	3 067	2 941	4,3 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA ⁶	15	3	n.s.	65	29	124,1 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁶	1 050	993	5,7 %	3 132	2 970	5,4 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁷ (en %)	36,5	35,8	0,7 pt	37,0	36,7	0,3 pt
Flux de trésorerie disponibles ⁶	365	426	(14,3) %	915	1 068	(14,3) %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (fois) ^{1, 6}				1,8	1,7	0,1

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : s.o. – sans objet; n.s. – non significatif; n. p. – non présenté; pts – points de pourcentage

1. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Se reporter à la *rubrique 8.2*.
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013 (se reporter à la *rubrique 7.9*, « *Information sur les actions en circulation* »). Toutes les informations concernant les actions en circulation et les montants par action qui sont présentées dans le présent rapport de gestion et qui ont trait aux périodes antérieures au 16 avril 2013 reflètent le traitement rétrospectif du fractionnement d'actions.
3. Actions de participation : actions ordinaires depuis le 4 février 2013; actions ordinaires et actions sans droit de vote avant le 4 février 2013.
4. Les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, compte non tenu des licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
5. Le total du nombre d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK^{MC} et abonnés au service TELUS TV Satellite^{MD}) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. L'appareil d'un abonné des services mobiles prépayés est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services mobile à mobile sont exclus de ce résultat. Le nombre de connexions d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement effectué le 1^{er} avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services mobile à mobile.
6. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Mesures financières non définies par les PCGR* ». Le ratio dette nette/BAIIA est calculé sur 12 mois.
7. BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires) en pourcentage des produits opérationnels.

Programme de rachat d'actions

Le 24 septembre 2013, nous avons, en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités modifiée en 2013, achevé le rachat de 31,2 millions d'actions ordinaires, le montant revenant aux actionnaires s'élevant à 1 milliard de dollars. Le prix de rachat moyen s'est établi à 32,07 \$ par action. Les actions rachetées représentent 4,8 % des actions en circulation avant le début de l'offre.

À l'heure actuelle, nous prévoyons renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de chacune des trois prochaines années, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 500 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Les futures offres publiques de rachat dans le cours normal des activités seront tributaires de facteurs tels que notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, et elles seront assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par notre conseil d'administration, ainsi qu'à l'obtention des approbations réglementaires, y compris l'approbation de la Bourse de Toronto (la « TSX »). Notre conseil d'administration est d'avis que ces rachats d'actions sont au mieux des intérêts de TELUS et qu'ils constituent une occasion de placement attrayante et une utilisation souhaitable des fonds de TELUS, qui devraient accroître la valeur des actions résiduelles. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *rubrique* 4.3.

Faits saillants opérationnels

- Les **produits opérationnels** consolidés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 100 millions de dollars, ou 3,6 %, au troisième trimestre de 2013, et de 386 millions de dollars, ou 4,8 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces résultats tiennent compte d'une croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile de 71 millions de dollars, ou 5,2 %, pour le trimestre, et de 218 millions de dollars, ou 5,5 %, pour la période de neuf mois, laquelle est attribuable à la croissance du nombre d'abonnés et à l'augmentation de la demande visant les services de transmission de données. Les produits tirés du réseau mobile comprennent une hausse d'un exercice à l'autre de 17 % des produits tirés des services de transmission de données pour le trimestre et la période de neuf mois. Par ailleurs, les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 64 millions de dollars, ou 8,7 %, au troisième trimestre de 2013, et de 231 millions de dollars, ou 11 %, au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui tiennent à la croissance des services de télévision, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que du service TELUS Santé, déduction faite de la diminution, d'un exercice à l'autre, des produits tirés de l'équipement, qui s'explique par une importante vente négociée au troisième trimestre de 2012. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.

Les PMAA combinés mensuels tirés des services mobiles se sont établis à 62,49 \$ au troisième trimestre de 2013, en hausse de 1,07 \$, ou 1,7 %, par rapport à la période correspondante de 2012. Pour les neuf premiers mois de 2013, ils se sont établis à 61,22 \$, en hausse de 1,02 \$, ou 1,7 %, par rapport à la période correspondante de 2012.

- Le **nombre net de connexions d'abonnés** a augmenté de 115 000 au troisième trimestre de 2013 et de 235 000 au cours des neuf premiers mois de 2013. Au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2013 le nombre de connexions d'abonnés a augmenté de 289 000, soit une croissance de 3,3 % du nombre d'abonnés aux services mobiles, une croissance de 22 % du nombre d'abonnés au service de télévision et une croissance de 5,4 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 4,8 % du total des lignes d'accès au réseau et par la diminution du faible nombre résiduel d'abonnés au service Internet commuté.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 106 000 au troisième trimestre de 2013 et à 265 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 116 000 au troisième trimestre de 2012 et à 291 000 au cours des neuf premiers mois de 2012. Ces résultats à la baisse reflètent la diminution des ajouts bruts d'abonnés au troisième trimestre, au cours d'une période s'étant caractérisée par une concurrence intense et par une quantité limitée d'appareils iPhone 5s. Le taux de désabonnement est pour sa part demeuré faible, en raison de notre programme « Les clients d'abord » et des efforts déployés pour fidéliser les abonnés. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est élevé à 0,99 % au troisième trimestre de 2013 et à 1,05 % au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 1,10 % au troisième trimestre de 2012 et à 1,08 % au cours des neuf premiers mois de 2012.

- Le **BAIIA** s'est accru d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars, ou 4,6 %, au troisième trimestre de 2013 et de 126 millions de dollars, ou 4,3 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. Se reporter à « *Investir dans nos ressources internes* », à la *rubrique* 2, pour une analyse des coûts de restructuration et autres coûts similaires. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a augmenté d'un exercice à

l'autre de 57 millions de dollars, ou 5,7 %, au troisième trimestre de 2013 et de 162 millions de dollars, ou 5,4 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance des produits tirés du réseau mobile et les produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, ainsi que l'amélioration des marges liées aux services Internet et au service TELUS TV, déduction faite de l'incidence de 1 million de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 7 millions de dollars pour le cumul à ce jour, qui découle des importantes inondations survenues en Alberta en juin 2013. Les coûts relatifs aux inondations se rapportent en grande partie au secteur des services filaires.

Le BAIIA au cours des neuf premiers mois de 2012 tenait aussi compte d'un profit avant impôt de 7 millions de dollars, déduction faite de pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS. Nous ne prévoyons pas conserver une participation dans cette coentreprise résidentielle une fois que les travaux de construction seront terminés.

- Le **bénéfice opérationnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 61 millions de dollars, ou 12 %, au troisième trimestre de 2013 et de 171 millions de dollars, ou 11 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces résultats s'expliquent par la hausse du BAIIA, ainsi que par la diminution du total de la dotation aux amortissements découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et des ajustements comptabilisés à l'exercice précédent, déduction faite de la croissance des immobilisations.
- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté d'un exercice à l'autre de 48 millions de dollars, ou 11 %, au troisième trimestre de 2013 et de 112 millions de dollars, ou 8,8 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. La hausse du bénéfice opérationnel a été neutralisée en partie par l'accroissement des coûts de financement découlant de nos activités de refinancement au deuxième trimestre de 2013, qui tiennent compte d'une charge de 23 millions de dollars avant impôt au titre du remboursement par anticipation de billets de série CF en mai 2013.
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars, ou 14 %, au troisième trimestre de 2013 et de 49 millions de dollars, ou 15 %, au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent principalement la hausse du bénéfice avant impôt. L'impôt sur le résultat au cours des neuf premiers mois de 2013 tient compte d'un ajustement de 22 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre aux fins de la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % et dont l'application est rétroactive au 1^{er} avril 2013.
- Le **bénéfice net** a augmenté d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars, ou 10 %, au troisième trimestre de 2013 et de 63 millions de dollars, ou 6,7 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, le profit net lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013 et les ajustements liés à l'impôt, le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 42 millions de dollars, ou 13 %, au troisième trimestre de 2013 et de 130 millions de dollars, ou 14 %, au cours des neuf premiers mois de 2013.

Analyse du bénéfice net

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	356	323	1 004	941
Ajouter (déduire) :				
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt	11	3	49	22
Profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, après impôt	—	—	—	(6)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt	—	—	17	—
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt (se reporter à la <i>rubrique 5.2</i>)	(2)	(3)	15	(2)
Bénéfice net compte non tenu des éléments ci-dessus	365	323	1 085	955

- Le **BPA de base** a augmenté d'un exercice à l'autre de 7 cents, ou 14 %, au troisième trimestre de 2013 et de 11 cents, ou 7,6 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, le profit net lié à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013 et les ajustements liés à l'impôt, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre d'environ 9 cents, ou 18 %, au troisième trimestre de 2013 et de 22 cents, ou 15 %, au cours des neuf premiers mois de 2013.

Analyse du BPA de base

(en dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
BPA de base	0,56	0,49	1,55	1,44
Ajouter (déduire) :				
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt, par action	0,02	—	0,08	0,03
Profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS après impôt, par action	—	—	—	(0,01)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt, par action	—	—	0,03	—
Ajustements défavorables liés à l'impôt, par action (se reporter à la <i>rubrique 5.2</i>)	—	—	0,02	—
BPA de base compte non tenu des éléments ci-dessus	0,58	0,49	1,68	1,46

- Dividendes déclarés par action de participation** : Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende pour le quatrième trimestre de 36 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 2 janvier 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 décembre 2013. Le dividende pour le quatrième trimestre a augmenté de quatre cents par action, ou 12,5 %, par rapport au dividende de 32 cents par action versé à l'exercice précédent, ce qui est conforme à notre programme pluriannuel de croissance des dividendes (se reporter à la *rubrique 4.3*).

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires)** pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2013 était de 1,8 fois. Ce ratio demeure dans notre fourchette à long terme visée, qui est de 1,5 à 2,0 fois. Le ratio actuel a augmenté par rapport à 1,7 fois au 30 septembre et au 31 décembre 2012, résultat qui tient au fait que l'accroissement de la dette nette a été neutralisé en partie seulement par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (se reporter à la *rubrique 7.4*).

- Les **entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 119 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison des variations du fonds de roulement et de la croissance du BAIIA. Pour la période de neuf mois, ces sources de trésorerie ont été en grande partie neutralisées par la hausse des paiements d'intérêts et des paiements d'impôt sur le résultat.
- Les **sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement** se sont accrues d'un exercice à l'autre de 62 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 58 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement et de l'acquisition de licences de spectre auprès d'un tiers en juillet 2013, déduction faite des variations du fonds de roulement lié aux activités d'investissement. Les **dépenses d'investissement** (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 84 millions de dollars pour le trimestre et de 73 millions de dollars pour la période de neuf mois, en raison principalement des investissements continus dans l'élargissement de notre infrastructure à large bande et dans les mises à niveau.
- Les **sorties de trésorerie liées aux activités de financement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 270 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 20 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces augmentations reflètent les rachats d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ainsi que la hausse des paiements de dividendes en 2013, facteurs neutralisés en partie par les activités de refinancement de la dette (se reporter à la *rubrique 7.3*).

Le montant en trésorerie qui revient aux actionnaires s'est établi à plus de 1,6 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, et il se compose d'un montant de 639 millions de dollars au titre des dividendes versés et d'un montant de 1,0 milliard de dollars au titre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013. Pour des renseignements plus détaillés sur notre programme pluriannuel de croissance des dividendes et sur notre programme pluriannuel de rachat d'actions (se reporter à la *rubrique 4.3*).

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 365 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et à 915 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une baisse d'un exercice à l'autre de 61 millions de dollars pour le trimestre et de 153 millions de dollars pour la période de neuf mois. Ces diminutions tiennent principalement à l'augmentation des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) et à la hausse des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite de la croissance du BAIIA.

2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada. Notre objectif vise avant tout à constamment accorder la priorité à notre programme « Les clients d'abord », tout en fournissant un rendement du capital investi soutenu et supérieur à nos actionnaires. Notre objectif stratégique vise à exploiter la puissance d'Internet pour offrir aux Canadiens les meilleures solutions au foyer, au travail et sur la route.

Notre stratégie est fondée sur six impératifs stratégiques :

Se doter de moyens nationaux pour les services de transmission de données, IP, de transmission de la voix et mobiles

En 2013, nous continuons d'investir dans la capacité du réseau mobile et dans la croissance des réseaux, et nous avons réduit les investissements liés au déploiement du réseau 4G LTE en milieu urbain, par suite du lancement des services sur notre réseau LTE, qui couvrirait plus des deux tiers de la population canadienne à la fin de 2012. Nous comptons participer aux enchères de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz qu'Industrie Canada tiendra à compter de janvier 2014. Si nos soumissions sont couronnées de succès, nous serons alors en mesure de procéder au lancement de notre réseau LTE dans les marchés ruraux au Canada. Le spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz permet de meilleures capacités de propagation qui assurent une couverture efficace et efficiente dans les vastes régions rurales du Canada, et qui améliorent la qualité de la couverture à l'intérieur de bâtiments en milieu urbain. Nous poursuivons l'élargissement de notre infrastructure à large bande et les mises à niveau, et nous avons notamment accru les connexions directes au câble à fibres optiques pour les entreprises, les domiciles et les immeubles d'habitation ainsi que les connexions aux services à large bande dans les zones rurales. Ces investissements nous ont permis d'accroître les vitesses liées aux services Internet et la capacité en vue de soutenir la croissance des services de télévision, Internet et de

transmission de données, ainsi que d'étendre la portée de nos solutions en santé et de fournir des capacités en matière de liaisons terrestres aux fins de l'élargissement des services mobiles.

Faits saillants du troisième trimestre :

- Nous avons ouvert notre plus récent centre de données Internet à services infonuagiques, évolué sur le plan de la technologie et de l'environnement, à Kamloops, en Colombie-Britannique.
- Notre réseau 4G LTE couvrait plus de 79 % de la population canadienne au 30 septembre 2013.
- Nous avons commencé à offrir des produits et services mobiles 4G et 4G LTE dans le nord du Canada, le lancement de ces produits et services ayant eu lieu à Whitehorse et à Yellowknife en septembre 2013.
- Nos réseaux à large bande haute vitesse couvraient plus de 2,6 millions de foyers en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec au 30 septembre 2013 (environ 2,4 millions de foyers à la fin de 2012).
- L'Association canadienne des télécommunications sans fil (l'« ACTS ») et les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles qui sont membres de cette association, y compris TELUS, ont annoncé l'inauguration d'une liste noire d'appareils mobiles dont on a signalé la perte ou le vol. Avec prise d'effet le 30 septembre 2013, le processus d'autorisation de tout appareil mobile fondé sur les technologies GSM, HSPA, HSPA+ ou LTE sur un réseau appartenant à l'une des entreprises de télécommunications canadiennes participantes comprendra une vérification du numéro d'identification d'équipement mobile international (« IMEI », d'après l'anglais *international mobile equipment identity*) de l'appareil, afin de s'assurer que la perte ou le vol de ce dernier n'a pas été signalé sur ce réseau ou sur celui de n'importe quelle autre entreprise de télécommunications canadienne participante. La liste noire comprendra également les appareils dont les entreprises de télécommunications aux États-Unis qui sont reliées à la base de données IMEI de la GSMA ont signalé la perte ou le vol. Par ailleurs, les Canadiens qui achètent un appareil mobile d'une source privée peuvent utiliser un outil pratique sur le site protegezvosdonnees.ca et y entrer le numéro IMEI pour vérifier si l'appareil a été déclaré perdu ou volé. La liste noire nationale contribuera à faire des appareils mobiles une cible moins attrayante pour les voleurs.

Cibler inlassablement les marchés en croissance pour les services de transmission de données, IP et mobiles

Les produits externes tirés des services mobiles et les produits tirés des services filaires de transmission de données se sont établis à 6,9 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, soit une hausse de 464 millions de dollars, ou 7,2 %, par rapport à la période correspondante de 2012. Pour leur part, les produits tirés des services filaires de transmission de la voix et les autres produits se sont établis à 1,6 milliard de dollars, en baisse de 78 millions de dollars, ou 4,8 %, d'un exercice à l'autre. Les produits tirés des services mobiles et des services filaires de transmission de la voix combinés représentent 82 % des produits consolidés de TELUS pour les neuf premiers mois de 2013 (80 % pour les neuf premiers mois de 2012).

Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents

Dans la foulée de notre approche client transparente de longue date au chapitre de l'établissement des tarifs liés aux services mobiles et de notre programme « Les clients d'abord », nous avons annoncé une nouvelle approche en matière de tarifs, soit les forfaits Partagez Plus de TELUS de deux ans, qui sont entrés en vigueur le 30 juillet 2013. Selon les recherches effectuées et les commentaires fournis par les abonnés, les consommateurs désirent des forfaits permettant des appels et textos illimités à la grandeur du Canada, ainsi que le partage de données entre les membres de la famille et les appareils. Nous avons donc ajouté des fonctions appels et textos illimités aux nouveaux forfaits, et les forfaits données permettent le partage entre les multiples appareils au sein d'un même foyer. Les abonnés peuvent simplement choisir un forfait appels et textos illimités pour l'appareil (les appareils) de leur choix, et ensuite ajouter un forfait données pouvant être partagé entre tous les appareils couverts par le même compte.

En octobre 2013, nous avons lancé la nouvelle génération de service PTT, soit le service TELUS Link^{MC} disponible sur nos réseaux 4G HSPA et LTE ainsi que sur le réseau Wi-Fi. Le service TELUS Link comporte une fonction qui permet de faire des appels instantanés (comme avec un émetteur-récepteur) à une personne ou à un groupe ainsi qu'un service mobile standard; les membres d'une équipe de travail peuvent ainsi communiquer en moins d'une seconde. Les clients peuvent également utiliser ce service en itinérance aux États-Unis et ailleurs dans le monde, avec le service PTT sur Wi-Fi évolué. Le service TELUS Link est le seul service PTT sur Wi-Fi offert au Canada et il constitue une évolution naturelle du service Mike^{MD} actuellement exploité sur notre réseau iDEN.

Le service Télé OPTIK permet maintenant l'accès à plus de 630 chaînes, y compris 170 chaînes de télévision haute définition et 74 chaînes musicales Galaxie; grâce au service Télé OPTIK multiplateforme, les abonnés ont accès à des milliers de spectacles et de films sur demande au moyen de leur téléphone intelligent, de leur tablette ou de leur ordinateur portable, peu importe qu'ils soient à la maison ou sur la route. Voici quelques-unes des nouvelles caractéristiques et capacités du service Télé OPTIK :

- En juillet, TELUS et Galaxie ont annoncé que l'application Galaxie Mobile comprise dans le service Télé OPTIK est offerte gratuitement aux abonnés de ce service qui utilisent un téléphone intelligent. Nous avons également lancé l'application Télécommande intelligente OPTIK pour appareils Android. Grâce à cette application, les abonnés qui utilisent un appareil Android ou Apple peuvent naviguer sur la télé, programmer et gérer des enregistrements alors qu'ils sont à l'extérieur de la maison et parcourir le contenu au moyen de leur appareil, plutôt qu'à l'aide du guide traditionnel sur leur télévision.
- En août, nous avons amorcé la réorganisation des chaînes offertes sur le service Télé OPTIK. Nous les avons groupées par catégories (notamment principaux réseaux de télévision, nouvelles, sports et divertissements), et les abonnés peuvent ainsi facilement et rapidement parcourir leur catégorie favorite. Cette réorganisation nous fournit l'espace voulu pour ajouter d'autres chaînes dans l'avenir. Nous avons également lancé la boîte numérique mobile pour les abonnés du service Télé OPTIK, grâce à laquelle ces derniers peuvent déplacer leur télévision à l'intérieur de leur maison ou dans leur cour arrière sans être obligés d'utiliser une prise de téléviseur.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de TELUS sur ses activités de base

Le 4 juillet 2013, nous avons annoncé un partenariat à parts égales avec deux parties conclu dans des conditions de concurrence normale, qui a pour objet le projet TELUS Sky, un projet de réaménagement immobilier qui donnera lieu à la construction d'un immeuble comportant des locaux pour bureaux, des locaux pour commerces de détail et des logements situé au centre-ville de Calgary. L'immeuble sera construit en vertu des normes LEED Platine. Le processus de zonage et d'approbation du permis d'aménagement est en cours, et les travaux de construction devraient débuter à l'automne 2014 et se terminer d'ici la fin de 2017. Une importante tranche de nos investissements se compose de nos biens immobiliers actuels, ainsi que de la dette liée au projet. Nous prévoyons louer des locaux dans la nouvelle tour à bureaux détenue en propriété conjointe et quitter les locaux que nous occupons à la Place TELUS située à Calgary lorsque le nouveau projet d'aménagement sera terminé. Ce projet nous donnera une autre occasion de monétiser une portion de nos biens immobiliers.

De plus, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de 100 % de Public Mobile Inc. Cette entente est assujettie à diverses conditions, y compris l'approbation du Bureau de la concurrence et d'Industrie Canada. Nous avons obtenu l'approbation d'Industrie Canada en octobre 2013.

Investir dans nos ressources internes pour favoriser une culture axée sur le rendement élevé et l'efficacité opérationnelle

Nous avons engagé des coûts de restructuration et autres coûts similaires supplémentaires non récurrents relativement auxquels notre objectif est d'accroître notre efficacité et notre efficacité opérationnelles et de composer avec la baisse de rentabilité liée à certaines de nos activités. Les coûts de restructuration liés au regroupement des biens immobiliers abritant les services administratifs, les services de distribution et les services de réseau ont été comptabilisés au poste Achat de biens et services. Les coûts de restructuration liés à l'effectif découlant des processus de réorganisation et de rationalisation visant notamment les fonctions de service à la clientèle, de marketing et de soutien ont été comptabilisés au poste Charge au titre des avantages du personnel. Les autres coûts similaires découlant des coûts externes supplémentaires liés à l'acquisition d'entreprises ont été comptabilisés au poste Achat de biens et services. Se reporter au tableau ci-dessous.

Coûts de restructuration et autres coûts similaires

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Achat de biens et services	2	—	10	6
Charge au titre des avantages du personnel	13	3	55	23
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	15	3	65	29

Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque, et en mettant en œuvre une stratégie unique

Notre priorité depuis 2010, priorité que nous prévoyons maintenir dans un avenir prévisible, vise avant tout à mettre en œuvre notre programme « Les clients d'abord » alors que nous nous efforçons d'offrir constamment une expérience client exceptionnelle et de conquérir le cœur et l'esprit des Canadiens dans le but de devenir la société la plus recommandée dans les marchés où nous offrons des services. En 2012, nous avons élaboré quatre engagements en matière d'expérience client qui étayaient nos objectifs internes et nos priorités visant à mieux servir nos clients :

- Nous prenons en main chaque expérience client;
- Nous travaillons en équipe pour respecter nos promesses;
- Nous tirons des leçons des commentaires fournis par nos clients et prenons des mesures pour nous améliorer, chaque jour;
- Nous sommes aimables, serviables et pleins de sollicitude.

3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nous confirmons nos priorités ou en établissons de nouvelles à chaque exercice en vue de faire progresser les impératifs stratégiques à long terme de TELUS et de nous pencher sur les occasions d'affaires et les défis à court terme. Nos priorités constituent les catalyseurs clés de rendement qui nous aident à concrétiser les mesures du rendement, qui sont quantifiées dans nos objectifs financiers publics présentés dans notre rapport annuel 2012. Se reporter à la *rubrique 9* du présent rapport de gestion pour une mise à jour de nos indications.

Priorités de la société pour 2013

Fournir aux clients des produits alignés sur la promesse de marque « le futur est simple » de TELUS, grâce au programme « Les clients d'abord », et gagner notre place de chef de file de l'industrie pour ce qui est de la probabilité que nos clients nous recommandent

Améliorer davantage notre efficacité et notre efficacité opérationnelles et accroître par le fait même notre capacité à investir dans notre croissance future

Continuer de faire en sorte que notre culture favorise un avantage concurrentiel soutenu

Accroître notre avantage concurrentiel en faisant preuve d'un leadership technologique au moyen de la mise en œuvre d'un ensemble unifié de réseaux à large bande, de centres de données Internet, de technologies de l'information et d'applications clients

Favoriser la position de chef de file de TELUS dans ses marchés choisis des entreprises et du secteur public, en prêtant une grande attention à une exécution de première qualité et aux facteurs économiques

Accroître la position de chef de file de TELUS en ce qui concerne les renseignements liés à la santé, en tirant parti des technologies afin d'obtenir de meilleurs résultats dans les soins de santé au Canada

4. Capacités

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Une description de nos principaux marchés et concurrents, de même qu'un aperçu de la concurrence, sont présentés à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2012.

Se reporter à la *rubrique 10.1* pour une mise à jour des risques liés à la concurrence, et à la *rubrique 10.2* pour une mise à jour des questions de réglementation.

4.2 Ressources opérationnelles

Nos ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2012.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital

Nos politiques financières liées à la structure du capital sont décrites à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2012 et sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital pour 2013

Payer des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires de TELUS en vertu de notre programme pluriannuel de croissance des dividendes

- Le 9 mai 2013, nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles, la hausse annuelle étant aux alentours de 10 %, jusqu'à la fin de 2016; cette annonce prolonge la politique annoncée en mai 2011. Nonobstant ce fait, les décisions concernant les dividendes continueront d'être assujetties à l'évaluation et à la détermination par le conseil d'administration, chaque trimestre, de notre situation financière et de nos perspectives. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Rien ne garantit que nous maintiendrons un programme de croissance des dividendes jusqu'en 2016. Se reporter à la section « *La capacité de maintenir le programme des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016* » de la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.
- Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende pour le quatrième trimestre de 36 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 2 janvier 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 décembre 2013. Ce dividende pour le quatrième trimestre reflète une hausse de quatre cents, ou 12,5 %, par rapport au dividende de 32 cents par action versé à l'exercice précédent.

Racheter des actions ordinaires de TELUS à des fins d'annulation dans le cadre de notre programme pluriannuel de rachat d'actions

- Le 9 mai 2013, nous avons annoncé que le Conseil d'administration a autorisé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le 21 mai 2013, la TSX a approuvé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à des fins d'annulation, d'un nombre maximal de 15 millions de nos actions ordinaires en circulation (pour un montant maximal de 500 millions de dollars) jusqu'au 31 décembre 2013. Le 23 juillet 2013, la TSX a autorisé une modification à notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pour objet d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées à des fins d'annulation à 31,9 millions, pour un montant maximal de 1,0 milliard de dollars, jusqu'au 31 décembre 2013. Nous avons racheté des actions par l'intermédiaire de la TSX, de la Bourse de New York (« NYSE »), d'autres types de plateformes de négociation ou autrement, dans la mesure permise par les lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables, y compris des achats en bloc faisant l'objet de négociations privées. Le 24 septembre 2013, nous avons atteint le montant maximal de 1,0 milliard de dollars et racheté 31,2 millions d'actions, soit 4,8 % des actions en circulation avant le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités; le prix moyen par action s'est établi à 32,07 \$.
- À l'heure actuelle, nous prévoyons renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2014, en 2015 et en 2016, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 500 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Rien ne garantit que nous renouvelerons notre programme de rachat d'actions. Se reporter à la section « *La capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016* » de la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Utiliser le produit des créances clients titrisées (présenté comme des emprunts à court terme), les facilités bancaires, le papier commercial et le réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie

- Au cours des neuf premiers mois de 2013, les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles ont excédé de 918 millions de dollars les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement.
- Nous avons accru l'encours du papier commercial, le portant de néant au 30 juin 2013 à 205 millions de dollars au 30 septembre 2013. Le solde au 30 septembre reflète une diminution nette de 40 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2012.
- Le produit des créances clients titrisées s'est élevé à 400 millions de dollars au 30 septembre 2013, soit un montant inchangé.

Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier

Notre objectif vise à maintenir les politiques et lignes directrices sur le plan financier énoncées ci-dessous. Nous sommes

d'avis que les mesures *Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires* et *Ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles sur une base prospective* se situent actuellement à un niveau optimal et que le maintien de notations de crédit se situant dans la fourchette visée devrait continuer de nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

- Maintenir des notations de crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+ à A-, ou des notations équivalentes – Au 8 novembre 2013, les notations de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée.
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires de 1,5 à 2,0 fois – Le ratio était de 1,8 fois au 30 septembre 2013, en hausse par rapport à 1,7 fois à l'exercice précédent et au 31 décembre 2012. Ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette a été neutralisée en partie seulement par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires.
- Indication à l'égard du ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles sur une base prospective – Nous considérons que cette fourchette est appropriée, compte tenu de nos plans actuels concernant le bénéfice, les flux de trésorerie et les dépenses d'investissement. Pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2013, nous avons comptabilisé un ratio de distribution de 68 % des bénéfices nets ajustés. Se reporter à la *rubrique 7.4*.
- Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Nous disposons de facilités de crédit inutilisées de plus de 1,8 milliard de dollars au 30 septembre 2013, ainsi que d'un montant additionnel de 100 millions de dollars en vertu du programme de titrisation de créances clients. Se reporter à la *rubrique 7.5*.

4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

5. Analyse des résultats opérationnels

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

5.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

5.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011
Produits opérationnels	2 874	2 826	2 756	2 851	2 774	2 665	2 631	2 690
Charges opérationnelles								
Achat de biens et services	1 237	1 222	1 154	1 330	1 222	1 152	1 116	1 316
Charge au titre des avantages du personnel ¹	602	606	568	603	562	543	534	528
Dotation aux amortissements	445	446	451	478	461	456	470	481
Total des charges opérationnelles	2 284	2 274	2 173	2 411	2 245	2 151	2 120	2 325
Bénéfice opérationnel¹	590	552	583	440	529	514	511	365
Coûts de financement ¹	109	132	96	96	96	96	86	89
Bénéfice avant impôt¹	481	420	487	344	433	418	425	276
Impôt sur le résultat ¹	125	134	125	81	110	119	106	61
Bénéfice net¹	356	286	362	263	323	299	319	215
Bénéfice net attribuable aux actions de participation¹	356	286	362	263	323	299	319	224
Bénéfice net par action de participation^{1, 2}								
– De base	0,56	0,44	0,56	0,40	0,49	0,46	0,49	0,34
– Dilué	0,56	0,44	0,55	0,40	0,49	0,46	0,49	0,34
Dividendes déclarés par action de participation^{2, 3}	0,34	0,34	0,32	0,32	0,305	—	0,595	0,29
Information supplémentaire								
BAIIA ^{1, 4}	1 035	998	1 034	918	990	970	981	846
Coûts de restructuration et autres coûts similaires	15	39	11	19	3	13	13	16

compris dans le BAIIA ⁴								
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁴	1 050	1 037	1 045	937	993	983	994	862
Flux de trésorerie disponibles ⁴	365	192	358	263	426	284	358	204

1. Les chiffres pour 2012 et 2011 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011).
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Les dividendes par action déclarés au premier trimestre de 2012 comprennent le dividende pour le premier trimestre de 0,29 \$ versé le 2 avril 2012 et le dividende pour le deuxième trimestre de 0,305 \$ versé le 3 juillet 2012.
4. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures non définies par les PCGR ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter i) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données; ii) l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile, qui ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre en raison de l'accroissement des ventes de téléphones intelligents à valeur plus élevée; iii) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle découle du service de télévision, du service Internet et des services d'impartition des processus d'affaires et a excédé largement la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des autres produits.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance d'un exercice à l'autre de 17 % au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013), laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix (diminution d'un exercice à l'autre de 2,4 % et de 1,9 %, respectivement, au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013). La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus grande utilisation de forfaits de services de transmission de données et de la plus importante consommation de données en raison de la prolifération des téléphones intelligents, des tablettes et des autres appareils mobiles. La croissance des produits tirés des services de transmission de données reflète également la hausse des produits tirés des services d'itinérance. Par conséquent, les PMAA combinés mensuels se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de 12 trimestres consécutifs. Un certain ralentissement de la tendance au chapitre de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données est imputable aux pressions concurrentielles qui entraînent l'ajout de plus importants lots de données aux forfaits et un nombre plus élevé de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi qu'au transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. La diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix a ralenti depuis plusieurs trimestres, en raison notamment de l'incidence de l'utilisation, par les abonnés, de nouveaux services groupés et forfaits promotionnels comportant un plus grand nombre de minutes incluses. En juillet 2013, nous avons lancé de nouveaux forfaits de deux ans pour les services mobiles, qui pourraient avoir une incidence sur les tendances futures au chapitre des produits ainsi que sur les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés en augmentant possiblement la fréquence à laquelle les abonnés mettent leurs appareils et services à jour; toutefois, l'issue de cette situation dépend fortement de la concurrence et du comportement des consommateurs, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent également avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse au quatrième trimestre, en raison de l'intensification continue de la concurrence et du caractère saisonnier des mises en service. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres en raison de l'utilisation accrue de ces services pendant la saison des vacances et du recours aux services d'itinérance, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 22 % pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2013) et des hausses de tarifs, ainsi que l'augmentation des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires. La croissance des produits tirés des services Internet reflète notamment l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse de TELUS (croissance de 5,4 % pour la période de 12 mois close le 30 septembre

2013) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi que les hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services et applications IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le remplacement des lignes de transmission de la voix par les services IP.

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK de TELUS, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles des troisième et quatrième trimestres décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel tient compte de l'augmentation des coûts de restructuration liés à l'effectif en 2013, de l'accroissement de la rémunération, des acquisitions d'entreprises effectuées au quatrième trimestre de 2012 et de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance du service de télévision, des services à l'intention du marché d'affaires et des services mobiles.

La baisse séquentielle de la dotation aux amortissements aux premier et deuxième trimestres de 2013 est attribuable à des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, ainsi que du nombre moins élevé de mises hors service. La dotation aux amortissements au quatrième trimestre de 2011 tenait compte d'une réduction de valeur de 19 millions de dollars d'actifs d'un établissement à l'étranger qui étaient détenus en vue de la vente au 31 décembre 2011.

Fait notable, les coûts de financement au deuxième trimestre de 2013 comprennent une prime de 23 millions de dollars au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme. De plus, les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts, notamment les produits d'intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs qui se sont élevés à 10 millions de dollars au premier trimestre de 2012.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements.

Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

	T3 2013	T2 2013	T1 2012	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011
Incidence sur le bénéfice net (en millions de dollars)	2	(22)	5	10	3	(11)	10	10
Incidence sur le bénéfice par action de base (en dollars)	—	(0,03)	0,01	0,02	—	(0,02)	0,02	0,01

La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète la croissance du BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement plus élevées (excluant les licences de spectre) liées à nos initiatives concernant les réseaux à large bande et les réseaux mobiles, ainsi que les paiements d'intérêt et les paiements d'impôt sur le résultat. Les flux de trésorerie disponibles au deuxième trimestre de 2013 ont diminué en raison du rythme accéléré auquel les cotisations aux régimes à prestations définies du personnel ont été effectuées au cours de l'exercice.

5.3 Résultats opérationnels consolidés

L'analyse qui suit porte sur le rendement financier consolidé de TELUS. Une analyse sectorielle est présentée à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

Produits opérationnels

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Produits tirés des services et de l'équipement :						
Services	2 687	2 551	5,3 %	7 902	7 481	5,6 %
Équipement	168	204	(17,6) %	506	537	(5,8) %
	2 855	2 755	3,6 %	8 408	8 018	4,9 %
Autres produits opérationnels	19	19	—	48	52	(7,7) %
	2 874	2 774	3,6 %	8 456	8 070	4,8 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 100 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 386 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 136 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 421 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison de la croissance des abonnés aux services mobiles, au service de télévision et au service Internet ainsi que de l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la diminution des lignes d'accès au réseau filaire et par la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 36 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 31 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, les ventes d'équipement filaire ayant subi une baisse tenant en partie à une importante vente d'équipement négociée au troisième trimestre de 2012. Les ventes d'équipement mobile ont diminué légèrement d'un exercice à l'autre au cours du trimestre, en raison de la baisse des ajouts bruts d'abonnés, et elles ont augmenté légèrement au cours de la période de neuf mois, résultat qui tient principalement aux volumes de fidélisation d'abonnés.
- Les **autres produits opérationnels** sont demeurés inchangés d'un exercice à l'autre au troisième trimestre de 2013 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. La diminution pour la période de neuf mois reflète principalement le profit de 7 millions de dollars avant impôt, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisées en 2012; ce facteur a été neutralisé en partie par les montants plus importants au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui ont été comptabilisés relativement à la prestation de services Internet à large bande à des collectivités rurales et éloignées admissibles.

Charges opérationnelles

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services ¹	1 237	1 222	1,2 %	3 613	3 490	3,5 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	602	562	7,1 %	1 776	1 639	8,4 %
Amortissement des immobilisations corporelles	342	362	(5,5) %	1 033	1 049	(1,5) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	103	99	4,0 %	309	338	(8,6) %
	2 284	2 245	1,7 %	6 731	6 516	3,3 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à « *Investir dans nos ressources* », à la rubrique 2.

Les charges opérationnelles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 39 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 215 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013.

- L'**achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 123 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces hausses reflètent l'augmentation des coûts de programmation liés aux services de télévision et la hausse des coûts liés au réseau et des coûts visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles, déduction faite du plus faible coût des produits vendus découlant des ventes moins élevées d'équipement filaire.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 40 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 137 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison principalement de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de la hausse des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif, ainsi que des

acquisitions effectuées au quatrième trimestre de 2012 afin d'accroître les services d'impartition des processus d'affaires offerts aux entreprises clientes.

- **L'amortissement des immobilisations corporelles** a diminué d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 16 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces diminutions tiennent principalement à des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteur neutralisé en partie par la croissance des immobilisations (telles que les actifs liés aux services de télévision et le réseau LTE mobile).
- **L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et a diminué d'un exercice à l'autre de 29 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. L'augmentation pour le trimestre reflète principalement la croissance des logiciels administratifs et logiciels pour applications réseaux, et les acquisitions de petite envergure. La diminution pour la période de neuf mois tient aux ajustements comptabilisés à l'exercice précédent qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et à l'accroissement des logiciels entièrement amortis, déduction faite des augmentations découlant des nouveaux logiciels administratifs et logiciels pour applications réseaux et des acquisitions de petite envergure.

Bénéfice opérationnel

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Bénéfice opérationnel	590	529	11,5 %	1 725	1 554	11,0 %

Le bénéfice opérationnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 61 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 171 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces résultats tiennent compte de la hausse du BAIIA de 45 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 126 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, ainsi que de la réduction du total de la dotation aux amortissements de 16 millions de dollars pour le trimestre et de 45 millions de dollars pour la période de neuf mois.

Coûts de financement

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Charges d'intérêts, compte non tenu de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	94	87	8,0 %	283	266	6,4 %
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	—	—	—	23	—	n.s.
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	13	10	30,0 %	40	32	25,0 %
Charges (produits) d'intérêts et (profits) pertes de change	2	(1)	—	(9)	(20)	— %
	109	96	13,5 %	337	278	21,2 %

Les coûts de financement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 59 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces hausses s'expliquent essentiellement par nos activités de financement au deuxième trimestre de 2013, qui ont donné lieu à la réduction du risque de refinancement à court terme au moyen de l'accroissement de la durée moyenne à l'échéance de notre dette, la portant de 5,2 ans au 31 mars 2013 à 8,4 ans au 30 septembre 2013, mais ont engendré une augmentation de l'encours de notre dette à long terme. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 5,07 % au 30 septembre 2013, par rapport à 5,62 % à l'exercice précédent. Pour des renseignements plus détaillés, se reporter à « *Variations de la dette à long terme* », à la rubrique 7.3.

- Les **charges d'intérêts** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 17 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison principalement de l'augmentation de la dette à long terme et de la réduction de l'encours du papier commercial à faible taux.
- La **prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme** constitue une charge de 23 millions de dollars avant impôt, qui découle du remboursement par anticipation en mai 2013, un an avant leur échéance initiale, de billets de série CF à 4,95 % d'un montant de 700 millions de dollars.

- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est, pour les périodes de 2013 et de 2012, calculé en fonction du montant net du passif au titre des prestations définies aux 31 décembre 2012 et 2011, respectivement. Le montant net des charges d'intérêts a augmenté d'un exercice à l'autre au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013, résultat qui reflète l'augmentation du montant net du passif au titre des prestations définies, qui a été neutralisé en partie seulement par la réduction du taux d'actualisation.
- Les **produits d'intérêts et profits ou pertes de change** fluctuent d'une période à l'autre. Les produits d'intérêts se sont élevés à 7 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013 (résultat qui tient compte d'un montant de 4 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs), par rapport à 13 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2012 (résultat qui tient compte d'un montant de 12 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs). La tranche résiduelle des résultats obtenus a trait principalement à des pertes ou profits de change.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	126	111	13,5 %	362	327	10,7 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	—	n.s.	22	12	n.s.
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(1)	(2)	n.s.	(2)	(5)	n.s.
Autres	—	1	n.s.	2	1	n.s.
	125	110	13,6 %	384	335	14,6 %
Taux d'imposition combinés prévus par la loi (en %)	26,1	25,8	0,3 pt	26,1	25,7	0,4 pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	26,0	25,4	0,6 pt	27,7	26,3	1,4 pt

Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 35 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison de la croissance du bénéfice avant impôt et de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % avec prise d'effet le 1^{er} avril 2013. La réévaluation du passif d'impôt différé au cours des neuf premiers mois de 2013 tient à la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, et celle au cours des neuf premiers mois de 2012, à la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de l'élimination, au deuxième trimestre de 2012, des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement.

Bénéfice global

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Bénéfice net	356	323	10,2 %	1 004	941	6,7 %
Autres éléments du résultat global :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	1	2	(50,0) %	(7)	4	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat	152	122	24,6 %	243	168	44,6 %
	509	447	13,9 %	1 240	1 113	11,4 %

Le bénéfice global a augmenté d'un exercice à l'autre de 62 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 127 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 63 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013 (se reporter à « *Faits saillants opérationnels* » à la *rubrique 1.3*). Les autres éléments du résultat global comprennent ce qui suit :

- Les **éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat** comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.
- L'**élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat** concerne les réévaluations au titre des régimes à prestations définies du personnel.

5.4 Secteur des services mobiles

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

Aux 30 septembre	2013		2012	Variation		
Abonnés¹ (en milliers)						
Postpayés	6 732		6 420		4,9 %	
Prépayés	1 078		1 138		(5,3) %	
Total	7 810		7 558		3,3 %	
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	86,2		85,0		12 pt	
Population couverte par le réseau HSPA+ ² (en millions)	34,9		34,3		1,7 %	
Population couverte par le réseau LTE ² (en millions)	27,9		n. p.		—	
	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	282	309	(8,7) %	827	850	(2,7) %
Prépayés	138	125	10,4 %	369	341	8,2 %
Total	420	434	(3,2) %	1 196	1 191	0,4 %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	106	116	(8,6) %	265	291	(8,9) %
Prépayés	(2)	(5)	60,0 %	(49)	(72)	31,9 %
Total	104	111	(6,3) %	216	219	(1,4) %
PMAA, par mois³ (en dollars)						
Voix	34,77	36,91	(5,8) %	34,62	36,64	(5,5) %
Données	27,72	24,51	13,1 %	26,60	23,56	12,9 %
Combinés	62,49	61,42	1,7 %	61,22	60,20	1,7 %
Taux de désabonnement, par mois³ (en %)						
Combinés	1,36	1,44	(0,08) pt	1,42	1,46	(0,04) pt
Services postpayés	0,99	1,10	(0,11) pt	1,05	1,08	(0,03) pt
Frais d'acquisition ⁴ par ajout brut d'abonné ³ (en dollars)	399	402	(0,7) %	381	390	(2,3) %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau ³ (en %)	11,2	11,0	0,2 pt	10,9	10,8	0,1 pt

1. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services mobile à mobile sont exclus de ce résultat. Le nombre d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement du solde d'ouverture effectué le 1^{er} avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services mobile à mobile.

2. Y compris les ententes de partage de réseau.

3. Se reporter à la rubrique 11.2, « Indicateurs opérationnels – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

4. Frais d'acquisition.

Les produits du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 64 millions de dollars, ou 4,2 %, au troisième trimestre de 2013, et de 239 millions de dollars, ou 5,5 %, au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison principalement de la croissance de 17 % des produits tirés des services de transmission de données, facteur qui a été légèrement neutralisé par la baisse d'environ 2 % des produits tirés des services de transmission de la voix au cours des deux périodes.

Produits opérationnels – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Services de réseau :						
Voix	806	826	(2,4) %	2 386	2 433	(1,9) %
Données	637	546	16,7 %	1 821	1 556	17,0 %
	1 443	1 372	5,2 %	4 207	3 989	5,5 %
Équipement et autres produits	120	129	(7,0) %	338	323	4,6 %
Produits opérationnels externes	1 563	1 501	4,1 %	4 545	4 312	5,4 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	12	10	20,0 %	36	30	20,0 %
Total des produits opérationnels	1 575	1 511	4,2 %	4 581	4 342	5,5 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	44	40	4 pts	43	39	4 pts

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus d'un exercice à l'autre de 71 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 218 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013.

- Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 47 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 34,77 \$ au troisième trimestre de 2013 et à 34,62 \$ au cours des neuf premiers mois de 2013, en baisse d'un exercice à l'autre de 2,14 \$, ou 5,8 %, pour le trimestre et de 2,02 \$, ou 5,5 %, pour la période de neuf mois. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix reflète une tendance continue, qui s'est toutefois atténuée, et elle s'explique par l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses pour les appels locaux et interurbains, par le volume accru du nombre d'abonnés aux clés Internet mobile et aux tablettes pour lesquelles aucun produit des services de transmission de la voix ne peut être tiré, par la baisse des tarifs liés aux services de transmission de la voix en itinérance, ainsi que par la pénétration accrue de la marque Koodo^{MD}, qui génère des PMAA plus faibles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance et par la hausse des tarifs pour les minutes non incluses.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 91 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 265 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance du nombre d'abonnés et l'utilisation accrue de ces services stimulée par des taux élevés d'adoption de téléphones intelligents, l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE, ainsi que la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données en itinérance provenant de la hausse des volumes liés aux services d'itinérance. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 27,72 \$ au troisième trimestre de 2013 et à 26,60 \$ au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une hausse d'un exercice à l'autre de 13 %, soit une hausse de 3,21 \$ pour le trimestre et de 3,04 \$ pour la période de neuf mois.
- Les PMAA combinés mensuels se sont établis à 62,49 \$ au troisième trimestre de 2013 et à 61,22 \$ au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une hausse d'un exercice à l'autre de 1,7 %, soit une hausse de 1,07 \$ pour le trimestre et de 1,02 \$ pour la période de neuf mois. Ces résultats à la hausse tiennent à l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance, facteur neutralisé en partie par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix et par la pénétration accrue de la marque Koodo, qui génère de plus faibles PMAA.
- Les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 420 000 au troisième trimestre, résultat qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 14 000, et ils se sont élevés à 1 196 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, résultat qui reflète une hausse d'un exercice à l'autre de 5 000. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés se sont établis à 282 000 au troisième trimestre de 2013 et à 827 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 27 000 pour le trimestre et de 23 000 pour la période de neuf mois, qui découle de la continuité de la vive concurrence et de la quantité limitée d'appareils iPhone 5s sur le marché. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés se sont établis à 138 000 au troisième trimestre de 2013 et à 369 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une hausse d'un exercice à l'autre de 13 000 pour le trimestre et de 28 000 pour la période de neuf mois, et qui tiennent principalement aux activités de mise en service liées aux services prépayés sous la marque Koodo lancés en août 2012.

- Les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 104 000 au troisième trimestre et à 216 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 7 000 pour le trimestre et de 3 000 pour la période de neuf mois. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 106 000 au troisième trimestre de 2013 et à 265 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 10 000 pour le trimestre et de 26 000 pour la période de neuf mois. La diminution des ajouts net d'abonnés des services postpayés tient à la continuité de la vive concurrence visant les nouveaux clients, y compris aux forfaits promotionnels offerts par des concurrents, ainsi qu'à la quantité limitée d'appareils iPhone 5s, facteurs neutralisés en partie par notre solide rendement au chapitre des taux de désabonnement. Les réductions nettes des abonnés des services prépayés se sont établies à 2 000 au troisième trimestre de 2013 et à 49 000 au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent une amélioration d'un exercice à l'autre de 3 000 pour le trimestre et de 23 000 pour la période de neuf mois, et qui tiennent essentiellement aux nouveaux abonnés attirés par les services prépayés sous la marque Koodo. Les pertes d'abonnés des services prépayés combinées reflètent les conversions aux services postpayés, ainsi que la continuité de la vive concurrence découlant des forfaits initiaux moins élevés.
- Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est établi à 1,36 % au troisième trimestre de 2013 et à 1,42 % au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 1,44 % au troisième trimestre de 2012 et à 1,46 % au cours des neuf premiers mois de 2012. L'amélioration du taux de désabonnement combiné tient à notre programme « Les clients d'abord » et à notre approche client transparente, qui permettent à TELUS de se différencier dans un marché très concurrentiel, ainsi qu'à la plus grande proportion du nombre d'abonnés qui ont opté pour les services postpayés. Malgré les offres promotionnelles d'autres entreprises titulaires et de nouveaux venus offrant des services sans fil évolués, le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,99 % au troisième trimestre de 2013, soit le taux le plus faible enregistré depuis le premier trimestre de 2007, et à 1,05 % pour les neuf premiers mois de 2013.

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont diminué d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et ils ont augmenté d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. La diminution des produits tirés de l'équipement au cours du trimestre est imputable principalement à la réduction des volumes d'acquisition d'abonnés et à un changement dans la composition du parc d'appareils.. L'augmentation pour la période de neuf mois découle de la hausse des volumes de fidélisation d'abonnés ainsi que de la plus grande proportion de ventes de téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par l'élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement au quatrième trimestre de 2012.

- Le taux d'adoption des téléphones intelligents est demeuré élevé et a représenté 80 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au troisième trimestre de 2013 (73 % au troisième trimestre de 2012). Au 30 septembre 2013, les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentaient 75 % du nombre d'abonnés des services postpayés, comparativement à 63 % à l'exercice précédent. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. La plus grande proportion de téléphones intelligents vendus devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits opérationnels prévus par client sur la durée de l'appareil.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** du secteur des services mobiles représentent les services de réseau fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges opérationnelles – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	320	326	(1,8) %	901	868	3,8 %
Charges opérationnelles des services de réseau	180	169	6,5 %	526	506	4,0 %
Frais de marketing	108	108	—	297	297	—
Autres ¹	126	116	8,6 %	367	335	9,6 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	161	154	4,5 %	478	444	7,7 %
Total des charges opérationnelles	895	873	2,4 %	2 569	2 450	4,8 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à « Investir dans nos ressources », à la rubrique 2.

Les charges du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 119 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. La diminution pour le trimestre reflète la baisse des ajouts bruts d'abonnés, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des mises en service de téléphones intelligents. L'augmentation pour la période de neuf mois tient à la hausse des volumes de fidélisation d'abonnés, ainsi qu'au plus grand nombre de téléphones intelligents vendus aux nouveaux abonnés et aux abonnés existants.

- Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 11,2 % au troisième trimestre et à 10,9 % au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 11,0 % au troisième trimestre de 2012 et à 10,8 % au cours des neuf premiers mois de 2012. L'augmentation pour le trimestre tient essentiellement à la hausse des coûts de financement par appareil et à l'accroissement des volumes de fidélisation d'abonnés, ainsi qu'au plus grand nombre d'abonnés ayant opté pour des téléphones intelligents plus chers.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné se sont élevés à 399 \$ au troisième trimestre de 2013 et à 381 \$ au cours des neuf premiers mois de 2013, en baisse de 3 \$ et de 9 \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2012. Ces diminutions s'expliquent essentiellement par la réduction des coûts de financement par appareil, facteur neutralisé en partie par la hausse des commissions tenant à une plus grande proportion de téléphones intelligents vendus.

Les **charges opérationnelles des services de réseau** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 20 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Les volumes à la hausse liés aux services de transmission de données en itinérance et l'augmentation des coûts opérationnels liés à l'élargissement des réseaux LTE et HSPA, ainsi que, pour la période de neuf mois, le règlement non récurrent lié aux services d'itinérance au deuxième trimestre de 2012, ont été neutralisés en partie par la réduction des tarifs liés aux services d'itinérance et par la baisse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation.

Les **frais de marketing** n'ont subi aucune variation d'un exercice à l'autre au troisième trimestre de 2013 et au cours des neuf premiers mois de 2013. Les frais sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent, en raison de notre solide rendement au chapitre des taux de désabonnement.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 32 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe et de l'augmentation des frais d'administration afin de soutenir la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que de l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts similaires liés au regroupement de biens immobiliers et à l'acquisition d'entreprises.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 34 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein pour assurer le service à la clientèle et le soutien technique afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, et de l'utilisation accrue de téléphones intelligents, ainsi que de la hausse des coûts de restructuration liés à l'effectif.

BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
BAIIA	680	638	6,6 %	2 012	1 892	6,4 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	4	1	n.s. %	18	9	100,0 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	684	639	7,0 %	2 030	1 901	6,8 %
BAIIA par rapport aux produits tirés des services de réseau ¹ (en %)	46,8	46,2	0,6 pt	47,4	47,1	0,3 pt
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	47,0	46,2	0,8 pt	47,8	47,3	0,5 pt
Marge du BAIIA (en %)	43,2	42,2	1,0 pt	43,9	43,6	0,3 pt

1. Le total des produits tirés des services de réseau tient compte des produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté d'un exercice à l'autre de 42 millions de dollars, ou 6,6 %, au troisième trimestre de 2013 et de 120 millions de dollars, ou 6,4 %, au cours des neuf premiers mois de 2013. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars, ou 7,0 %, au troisième trimestre de 2013 et de 129 millions de dollars, ou 6,8 %, au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau et la hausse des produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, malgré la hausse des frais liés aux services de transmission de données en itinérance et l'accroissement des frais de fidélisation d'abonnés.

5.5 Secteur des services filaires

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 30 septembre (en milliers)	2013	2012	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	1 374	1 303	5,4 %
Abonnés à TELUS TV	776	637	21,8 %
Lignes d'accès au réseau :			
Lignes résidentielles	1 668	1 802	(7,4) %
Lignes d'affaires	1 616	1 646	(1,8) %
Total des lignes d'accès au réseau	3 284	3 448	(4,8) %

(en milliers)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	19	26	(26,9) %	48	62	(22,6) %
Ajouts net d'abonnés à TELUS TV	34	42	(19,0) %	99	129	(23,3) %
Pertes nettes de lignes d'accès au réseau :						
Lignes résidentielles	(33)	(30)	(10,0) %	(99)	(113)	12,4 %
Lignes d'affaires	(7)	(9)	22,2 %	(22)	(33)	33,3 %
Total des lignes d'accès au réseau	(40)	(39)	(2,6) %	(121)	(146)	17,1 %

Le total des produits du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars, ou 2,9 %, au troisième trimestre de 2013 et de 152 millions de dollars, ou 3,9 %, au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison de la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants.

Produits opérationnels – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Produits tirés des services et de l'équipement :						
Services et équipement de transmission de données	801	737	8,7 %	2 357	2 126	10,9 %
Services locaux de transmission de la voix	334	351	(4,8) %	1 012	1 064	(4,9) %
Services interurbains de transmission de la voix	96	103	(6,8) %	304	322	(5,6) %
Autres services et équipement	63	65	(3,1) %	192	196	(2,0) %
	1 294	1 256	3,0 %	3 865	3 708	4,2 %
Autres produits opérationnels	17	17	—	46	50	(8,0) %
Produits opérationnels externes	1 311	1 273	3,0 %	3 911	3 758	4,1 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	43	43	—	126	127	(0,8) %
Total des produits opérationnels	1 354	1 316	2,9 %	4 037	3 885	3,9 %

Les **produits tirés des services et de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 157 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 64 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 231 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Les augmentations sont principalement attribuables i) à la croissance des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 22 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et des hausses de tarifs s'appliquant aux services de télévision de base et aux forfaits Thématiques; ii) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,4 % sur 12 mois du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, les hausses de tarifs et la croissance des services aux clients d'affaires; iii) à la croissance des services internationaux d'impartition des processus d'affaires fournis aux clients d'affaires; iv) à la croissance des produits tirés de TELUS Santé. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des produits tirés des services de transmission de données existants ainsi que par la réduction des ventes d'équipement de transmission de données tenant essentiellement à une vente négociée au troisième trimestre de 2012 et, pour la période de neuf mois, à la réduction des dépenses des gouvernements à la fin de l'exercice, en mars 2013.
- Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse et à TELUS TV ont diminué au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012, en raison de la plus faible croissance du nombre de nouveaux abonnés découlant de la réduction des activités promotionnelles, et du taux de pénétration élevé dans les marchés où nous offrons des services. En outre, les taux de désabonnement à Internet haute vitesse et à TELUS TV ont augmenté d'un exercice à l'autre au troisième trimestre de 2013, et ils ont diminué d'un exercice à l'autre pour la période de neuf mois.
- Les **produits tirés des services locaux de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 17 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 52 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. La diminution continue des produits tirés des services d'accès de base et des fonctions d'appels évolués découle du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et Internet, et de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés ainsi que de la baisse de 4,8 % sur 12 mois des lignes d'accès au réseau qui en a découlé, facteurs atténués par certaines hausses de tarifs concernant les services d'accès de base et les fonctions d'appels.
- Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013 reflètent la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet. Pour les neuf premiers mois de 2013, le nombre à la baisse de pertes de lignes d'accès au réseau d'un exercice à l'autre reflète notre programme « Les clients d'abord », qui vise à rehausser l'expérience client et à accroître la probabilité que nos clients recommandent TELUS, ainsi que les pertes comptabilisées au premier trimestre de 2012, qui étaient imputables aux importantes réductions de tarifs offertes par Shaw Communications en Colombie-Britannique et en Alberta.

- Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau continuent de refléter le remplacement de la technologie et l'intensification de la concurrence dans le secteur des PME, mais elles ont diminué, ce qui reflète nos efforts visant à rehausser l'expérience client. Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013 ont diminué de 2 000 et de 11 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.
- Les **produits tirés des services interurbains de transmission de la voix** ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 18 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison du remplacement continu de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, de la concurrence et de la diminution du nombre d'abonnés aux services locaux, ainsi que d'un changement dans la composition du trafic, facteurs neutralisés en partie par la hausse de certains tarifs au premier trimestre de 2013.
- Les **produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services** ont diminué d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison essentiellement de la baisse des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits opérationnels** sont demeurés inchangés d'un exercice à l'autre au troisième trimestre de 2013 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. La diminution pour la période de neuf mois reflète principalement le profit de 7 millions de dollars avant impôt, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, comptabilisé en 2012, facteur neutralisé en partie par les montants plus importants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui ont été comptabilisés relativement à la prestation de services Internet à large bande aux collectivités rurales et éloignées admissibles.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes des deux secteurs.

Charges opérationnelles – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services ¹	558	556	0,4 %	1 684	1 641	2,6 %
Charges au titre des avantages du personnel ¹	441	408	8,1 %	1 298	1 195	8,6 %
Total des charges opérationnelles	999	964	3,6 %	2 982	2 836	5,1 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à « Investir dans nos ressources », à la rubrique 2.

Le total des charges opérationnelles du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 35 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 146 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013.

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 43 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, résultats qui s'expliquent essentiellement par la hausse des coûts de programmation liés aux services de télévision et, dans une moindre mesure, par l'augmentation des frais d'administration afin de soutenir la croissance du nombre d'abonnés. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse du coût des ventes d'équipement tenant en grande partie à une vente négociée au troisième trimestre de 2012 et, pour la période de neuf mois, par la réduction des coûts de restructuration liés au regroupement de biens immobiliers.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 103 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en raison de la hausse de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, des acquisitions effectuées au quatrième trimestre de 2012 pour accroître les services d'impartition des processus d'affaires à l'intention des clients d'affaires, ainsi que de l'accroissement des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre incorporés et par la diminution du nombre d'employés équivalents temps plein au cours des 12 derniers mois, qui découle de nos initiatives d'efficacité opérationnelle. Les coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans la charge au titre des avantages du personnel se sont établis à 11 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et à 46 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 2 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 et à 16 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2012.

BAIIA – secteur des services filaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
BAIIA	355	352	0,8 %	1 055	1 049	0,5 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	11	2	n.s.	47	20	135,0 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	366	354	3,4 %	1 102	1 069	3,1 %
Marge du BAIIA (en %)	26,2	26,7	(0,5) pt	26,1	27,0	(0,9) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (en %)	27,0	26,9	0,1 pt	27,3	27,5	(0,2) pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 6 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au troisième trimestre et de 33 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces résultats s'expliquent par l'amélioration des marges liées au service Internet haute vitesse et au service TELUS TV, laquelle découle des abonnements auxquels les tarifs spéciaux de lancement ne s'appliquent plus, de la croissance du nombre d'abonnés et de certaines hausses de tarifs, déduction faite de la hausse des coûts de programmation liés aux services de télévision, ainsi que par les économies découlant de nos initiatives d'efficacité opérationnelle. Ces améliorations ont été neutralisées en partie par l'incidence des importantes inondations survenues dans le sud de l'Alberta en juin 2013 (1 million de dollars au troisième trimestre et 7 millions de dollars pour le cumul à ce jour), ainsi que par le profit avant impôt de 7 millions de dollars, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, comptabilisé au deuxième trimestre de 2012. La marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires est demeurée relativement inchangée, résultat qui tient au fait que la croissance des services de transmission de données générant des marges plus faibles tels que le service Internet haute vitesse et le service TELUS TV a neutralisé la diminution des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées.

6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 sept. 2013	Au 31 déc. 2012	Variation		Explication concernant les variations
Actifs courants					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	32	107	(75)	(70) %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 392	1 541	(149)	(10) %	En grande partie, une diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs des secteurs des services mobiles et des services filaires, et le remboursement de taxes à la consommation.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	22	25	(3)	(12) %	Principalement un reclassement au poste Autres actifs non courants.
Stocks	318	350	(32)	(9) %	Principalement une diminution des appareils mobiles et des accessoires en stock, qui découle en partie de la quantité limitée d'appareils iPhone 5s, et une réduction du coût moyen des appareils.
Charges payées d'avance	241	178	63	35 %	Tient compte des paiements anticipés relatifs aux avantages du personnel prévus par la loi, aux contrats d'entretien, aux impôts fonciers et aux droits de concession de licences pour les services mobiles, déduction faite de l'amortissement, ainsi que d'une diminution des montants payés à l'avance relativement au centre de données Internet à Kamloops et du reclassement des coûts liés à la conversion des actions au poste Capitaux propres.
Actifs dérivés	13	9	4	44 %	Ajustements de la juste valeur des couvertures opérationnelles et des unités d'actions restreintes.
Passifs courants					
Emprunts à court terme	409	402	7	2 %	Les montants des deux périodes tiennent compte d'un montant de 400 millions de dollars versé à TELUS par la fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement aux créances clients titrisées (se reporter à la rubrique 7.6). Représente également des montants négligeables prélevés sur les facilités de crédit.
Créditeurs et charges à payer	1 630	1 511	119	8 %	Tient compte de l'augmentation des charges à payer relativement aux coûts de programmation liés aux services de télévision et aux travaux de construction durant la saison estivale, ainsi qu'une augmentation des intérêts à payer et des charges au titre de la paie et autres charges salariales connexes.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	231	102	129	126 %	Excédent de la charge d'impôt exigible sur les acomptes provisionnels pour les neuf premiers mois de 2013.
Dividendes à payer	213	208	5	2 %	Reflète une augmentation du taux de dividende, neutralisée en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	698	703	(5)	(1) %	Tient compte d'une diminution des dépôts des clients, déduction faite d'une augmentation de la facturation par anticipation découlant de la croissance du nombre d'abonnés.
Provisions	48	49	(1)	(2) %	Principalement des coûts de restructuration liés à l'effectif.
Tranche à court terme de la dette à long terme	205	545	(340)	(62) %	Remboursement d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de TELUS Corp. arrivés à échéance en juin, et diminution de 40 millions de dollars du papier commercial.
Passifs dérivés courants	1	—	1	n.s.	Passif de couverture différé.
Fonds de roulement (actifs courants moins les passifs courants)	(1 417)	(1 310)	(107)	(8) %	Tient compte des fonds en caisse utilisés aux fins des activités de financement, notamment la réduction du papier commercial au cours de la période de neuf mois.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 sept. 2013	Au 31 déc. 2012	Variation		Explication concernant les variations
Actifs non courants					
Immobilisations corporelles, montant net	8 355	8 165	190	2 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.2, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 5.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	6 268	6 181	87	1 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.2, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 5.3. Les soldes tiennent compte d'un montant de 4 943 millions de dollars au 30 septembre 2013 et d'un montant de 4 876 millions de dollars au 31 décembre 2012 versés au titre des licences de spectre.
Goodwill, montant net	3 726	3 702	24	1 %	Augmentation découlant de plusieurs acquisitions de petite envergure.
Coentreprises immobilières	11	11	—	— %	Se reporter à la rubrique 7.10, « <i>Transactions entre parties liées</i> ».
Autres actifs non courants	215	176	39	22 %	L'augmentation tient compte du reclassement d'un actif au titre des prestations définies qui était classé au poste Autres passifs non courants, et d'un débiteur lié à la coentreprise immobilière Jardin TELUS, déduction faite des ajustements de la juste valeur d'actifs financiers disponibles à la vente.
Passifs non courants					
Provisions	227	222	5	2 %	L'augmentation tient compte de l'effet de la désactualisation d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
Dette à long terme	6 699	5 711	988	17 %	Tient compte de l'appel public à l'épargne effectué le 1 ^{er} avril 2013 et ayant trait à l'émission de billets d'un montant de 1,7 milliard de dollars en deux séries, ainsi que du remboursement par anticipation de 700 millions de dollars de billets effectué en mai. Se reporter à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités de financement</i> ».
Autres passifs non courants	1 345	1 682	(337)	(20) %	Principalement une diminution du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui découle du rendement des actifs des régimes et de la capitalisation des régimes de retraite, et le reclassement d'un actif au titre des prestations définies au poste Autres actifs non courants.
Impôt sur le résultat différé	1 620	1 624	(4)	— %	Tient compte d'une économie d'impôt différé, qui découle du montant net du renversement des différences temporaires, facteur neutralisé en partie par la réévaluation du passif d'impôt différé afin de tenir compte de la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, ainsi que par l'impôt différé lié aux profits et pertes latents sur les dérivés et par le rendement des actifs des régimes de retraite.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 267	7 686	(419)	(5) %	Principalement un bénéfice net de 1 004 millions de dollars et un montant de 236 millions de dollars inscrit dans les autres éléments du résultat global, déduction faite des dividendes de 644 millions de dollars déclarés et du rachat d'actions pour un montant de 1 000 millions de dollars en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont dépassé sensiblement les sorties liées aux activités d'investissement au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013, soit un résultat analogue à celui enregistré pour les périodes correspondantes de 2012 et pour l'exercice complet 2012.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Entrées liées aux activités opérationnelles	1 084	965	12,3 %	2 520	2 516	0,2 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(552)	(490)	12,7 %	(1 602)	(1 544)	3,8 %
Sorties liées aux activités de financement	(772)	(502)	53,8 %	(993)	(973)	2,1 %
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(240)	(27)	n.s.	(75)	(1)	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	272	72	n.s.	107	46	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	32	45	(28,9) %	32	45	(28,9) %

7.1 Entrées liées aux activités opérationnelles

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 119 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.

Analyse des variations des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Troisième trimestre	Période de neuf mois
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2012	965	2 516
Variations d'un exercice à l'autre :		
Augmentation du BAIIA (se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »)	45	126
Augmentation de la charge au titre des régimes à prestations définies du personnel	3	4
Diminution (augmentation) des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies	7	(28)
Diminution (augmentation) des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(4)	5
Augmentation des intérêts payés, y compris la prime de 23 millions de dollars au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013	(6)	(22)
Diminution des intérêts reçus	(1)	(9)
Augmentation des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(30)	(181)
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	105	109
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2013	1 084	2 520

- Les paiements d'impôt, déduction faite des économies reçues, ont augmenté d'un exercice à l'autre, en raison des acomptes provisionnels plus élevés découlant de l'accroissement de la base fiscale provisionnelle, de la réduction de l'économie d'impôt comptabilisée en 2013 et, en ce qui a trait à la période de neuf mois, en raison d'un paiement final plus élevé relativement à l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent effectué au premier trimestre.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles tiennent compte de la diminution des débiteurs au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013 (par rapport à leur augmentation au cours des périodes correspondantes de 2012), facteur neutralisé en partie par la plus faible augmentation des créditeurs au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 62 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 58 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.

- Au troisième trimestre de 2013, nous avons acquis des licences de spectre auprès d'un tiers pour un montant de 67 millions de dollars, après avoir obtenu l'approbation d'Industrie Canada.
- En 2013, nous avons acquis des entreprises et effectué des investissements connexes totalisant 3 millions de dollars et 32 millions de dollars, respectivement, au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois, qui complètent nos secteurs d'activité existants. Les montants comptabilisés à ce titre au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2012 sont de 7 millions de dollars et de 48 millions de dollars, respectivement.

- Les avances et les apports relatifs aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, se sont élevés à 5 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et à 15 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à néant au troisième trimestre de 2012 et à 20 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2012.
- Les paiements en trésorerie au titre des immobilisations (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 27 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012. Ils se composent de ce qui suit :
 - l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des dépenses d'investissement de 84 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 73 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, relativement à laquelle une analyse plus détaillée est présentée ci-dessous. Se reporter également à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2013 »;
 - la diminution, d'un exercice à l'autre, des variations du fonds de roulement aux fins des dépenses d'investissement, qui tient au moment auquel les paiements ont été effectués, facteur neutralisé en partie par l'augmentation d'un exercice à l'autre des dépenses d'investissement.

Mesures des dépenses d'investissement

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)¹						
Secteur des services mobiles	194	175	10,9 %	499	520	(4,0) %
Secteur des services filaires	361	296	22,0 %	1 034	940	10,0 %
Données consolidées	555	471	17,8 %	1 533	1 460	5,0 %
BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ²	480	519	(7,5) %	1 534	1 481	3,6 %
Intensité du capital (en %) ³	19	17	2 pts	18	18	—

1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Se reporter à la note 25 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.
2. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».
3. L'intensité du capital est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits opérationnels. Elle fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 21 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. L'augmentation pour le trimestre tient aux dépenses engagées relativement à l'accroissement de la couverture, de la capacité et des éléments communs de nos réseaux. La diminution pour la période de neuf mois reflète la mise en place accélérée de notre réseau 4G LTE en 2012 et les investissements du secteur des services mobiles liés à l'ouverture de deux centres de données Internet (ouverture d'un centre en 2012 et d'un centre en 2013), facteurs neutralisés en partie par les dépenses engagées en 2013 afin d'accroître la couverture, la capacité et les éléments communs de nos réseaux, y compris les capacités en matière de liaisons terrestres à l'appui de l'accroissement des services mobiles. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 11 % au cours des neuf premiers mois de 2013, en baisse par rapport à 12 % à la période correspondante de 2012.

La mesure de substitution des flux de trésorerie (soit le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services mobiles s'est élevée à 486 millions de dollars au troisième trimestre de 2013, par rapport à 463 millions de dollars au troisième trimestre de 2012, ce qui représente une hausse de 23 millions de dollars, ou 5,0 %, qui tient à l'augmentation du BAIIA, facteur neutralisé en partie par la hausse des dépenses d'investissement. La mesure de substitution des flux de trésorerie du secteur des services mobiles s'est élevée à 1 513 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 1 372 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2012, ce qui représente une hausse de 141 millions de dollars, ou 10 %, qui tient à l'augmentation du BAIIA et à la baisse des dépenses d'investissement.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 65 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 94 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Ces dépenses plus élevées ont été engagées afin de soutenir la croissance des activités et les investissements dans l'infrastructure à large bande, et notamment d'accroître les connexions directes au câble à fibres optiques pour les domiciles et les entreprises. Nos investissements dans l'infrastructure à large bande nous ont permis de soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service de télévision et au service Internet à haute vitesse, et d'accroître les vitesses liées aux services Internet ainsi que la portée de nos solutions en santé. De plus, nous continuons d'investir afin d'accroître la fonctionnalité des fonctions d'administration, de service à la clientèle et de prestation des services. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 26 % au cours des neuf premiers mois de 2013, en hausse par rapport à 24 % au cours des neuf premiers mois de 2012.

La mesure de substitution des flux de trésorerie (soit le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services filaires s'est établie à (6) millions de dollars au troisième trimestre de 2013, en baisse par rapport à 56 millions de dollars au troisième trimestre de 2012. La mesure de substitution des flux de trésorerie du secteur des services filaires s'est élevée à 21 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 109 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2012, ce qui représente une diminution de 88 millions de dollars, ou 81 %. Les diminutions tiennent essentiellement à l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts similaires, ainsi qu'à la hausse des dépenses d'investissement.

7.3 Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont augmenté de 270 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et de 20 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013. Les activités de financement ont trait à ce qui suit :

Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation

Les dividendes versés aux détenteurs d'actions de TELUS se sont élevés à 222 millions de dollars au troisième trimestre de 2013 et à 639 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2013, en hausse d'un exercice à l'autre de 24 millions de dollars pour le trimestre et de 64 millions de dollars pour la période de neuf mois. Les augmentations reflètent principalement la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance des dividendes, facteur neutralisé en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013.

Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Nous avons racheté environ 31,2 millions d'actions, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, jusqu'au 24 septembre 2013, soit le montant maximal de 1,0 milliard de dollars autorisé pour 2013. Les actions rachetées représentent environ 4,8 % des actions ordinaires en circulation avant le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Se reporter à la *rubrique 4.3* pour des renseignements détaillés sur notre programme de rachat d'actions prévu pour 2014 à 2016.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)	Créditeurs (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
Deuxième trimestre	8 420 800	33,40	281	(43)	238
Troisième trimestre	22 759 812	31,58	719	43	762
Total	31 180 612	32,07	1 000	—	1 000

Variations de la dette à long terme

Les émissions nettes comptabilisées au troisième trimestre de 2013 s'élèvent à 205 millions de dollars, et celles comptabilisées au cours des neuf premiers mois de 2013, à 660 millions de dollars. Ces émissions ont trait à ce qui suit :

- Une augmentation du papier commercial au troisième trimestre de 2013, dont le solde a été porté de néant au 30 juin 2013 à 205 millions de dollars au 30 septembre 2013. Pour les neuf premiers mois de 2013, le papier commercial a été réduit de 40 millions de dollars.
- L'appel public à l'épargne effectué le 1^{er} avril 2013, aux fins de l'émission de billets de premier rang non garantis de TELUS Corporation d'un montant de 1,7 milliard de dollars, en deux séries : des billets de série CK

à 3,35 % d'un montant de 1,1 milliard de dollars échéant dans 11 ans, et des billets de série CL à 4,40 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant dans 30 ans. Ces billets peuvent être rachetés en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, et prévoient certaines dispositions liées au changement de contrôle.

Le produit net de ces émissions a servi i) à financer le remboursement par anticipation d'une tranche de 700 millions de dollars des billets de série CF à 4,95 % le 15 mai 2013, soit un an avant leur échéance; ii) à financer la tranche de 300 millions de dollars des billets de série CB à 5,00 % arrivant à échéance en juin 2013; iii) à rembourser l'encours du papier commercial au 30 juin 2013. Nous avons utilisé le produit résiduel aux fins des besoins généraux en matière de fonds de roulement. Ces activités ont réduit le risque de financement en accroissant considérablement la durée moyenne jusqu'à l'échéance de notre dette, la portant de 5,2 ans au 31 mars 2013 à 8,4 ans au 30 septembre 2013. Le taux d'intérêt moyen pondéré de notre dette à long terme (excluant le papier commercial) s'est établi à 5,07 % au 30 septembre 2013.

En comparaison, les remboursements nets de la dette à long terme en 2012 se sont élevés à 307 millions de dollars au troisième trimestre, en raison de la réduction de l'encours du papier commercial. Les remboursements nets au cours des neuf premiers mois de 2012 se sont établis à 397 millions de dollars, montant qui comprend le remboursement d'une tranche de 300 millions de dollars des billets arrivés à échéance en mars, ainsi qu'une réduction nette de 97 millions de dollars du papier commercial, dont le solde se chiffrait à 669 millions de dollars au 30 septembre 2012.

Aucun montant n'a été prélevé sur notre facilité de crédit d'une durée de cinq ans au cours des neuf premiers mois de 2013 et de 2012. Notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans. (Se reporter à la *rubrique 7.5, « Facilités de crédit »*).

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 30 septembre 2013 a augmenté de 749 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que les dividendes et les rachats d'actions ont excédé les entrées nettes liées aux activités opérationnelles moins les sorties liées aux activités d'investissement.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 92 % au 30 septembre 2013, soit une hausse par rapport à 84 % à l'exercice précédent, en raison de la réduction du papier commercial.

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** au 30 septembre 2013 a diminué de 49 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient compte d'une réduction des capitaux propres utilisés aux fins du rachat d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de mai à septembre 2013. Le **ratio de la dette nette par rapport au total des capitaux investis** s'est établi à 50,3 % au 30 septembre 2013, en hausse par rapport à 45,0 % à l'exercice précédent.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 1,8 fois au 30 septembre 2013, en hausse par rapport à 1,7 fois à l'exercice précédent. Ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette (voir ci-dessus) a été neutralisée en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. La fourchette à long terme visée pour ce ratio est de 1,5 à 2,0 fois. Se reporter à la *rubrique 7.5, « Facilités de crédit »*.

Sommaire des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 30 septembre ou pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2013	2012	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	7 313	6 564	749
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 547	14 596	(49)
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ²	4 069	3 832	237
Coûts financiers, montant net	360	333	27
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	91,8	83,8	8,0 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	8,4	5,2	3,2
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	50,3	45,0	5,3 pts
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ^{1, 2}	1,8	1,7	0,1
Ratios de couverture¹ (fois)			
Couverture par le bénéfice ²	5,5	5,4	0,1
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ²	11,3	11,5	(0,2)
Autres mesures sur 12 mois¹			
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté ^{2, 3} (en %)	68	69	(1) pt
Ratio de distribution ^{2, 3} (en %)	69	69	—

1. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».

2. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19 (modifiée en 2011).

3. Les chiffres historiques sont calculés sur 12 mois. Notre indication à l'égard du ratio de distribution est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective, comme il est décrit à la rubrique 4.3.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 5,5 fois pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2013, soit une hausse comparativement à 5,4 fois à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une augmentation de 0,6 du ratio, et la hausse des coûts d'emprunt (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013) a donné lieu à une diminution de 0,5 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 11,3 fois pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2013, soit une baisse comparativement à 11,5 fois à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013) a donné lieu à une diminution de 0,9 du ratio, et l'augmentation du BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a donné lieu à une augmentation de 0,7 du ratio. Se reporter à la rubrique 7.5, « Facilités de crédit ».

Ratios de distribution : L'indication visée est de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés pour les périodes de 12 mois closes les 30 septembre 2013 et 2012 sont conformes à la fourchette visée.

7.5 Facilités de crédit

Au 30 septembre 2013, nous avons des liquidités disponibles de plus de 1,8 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées, et dispositions d'un montant de 100 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la rubrique 7.6), ce qui est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

Facilité de crédit renouvelable

Nous avons conclu une facilité de crédit renouvelable de 2 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) arrivant à échéance le 3 novembre 2016, avec un consortium se composant de 15 institutions financières. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

Facilité de crédit renouvelable de TELUS au 30 septembre 2013

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	3 novembre 2016	2 000	—	—	(205)	1 795

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,8:1 au 30 septembre 2013) et de laisser notre ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 11,3:1 au 30 septembre 2013) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une notation en particulier.

Autres facilités de crédit bancaire

Au 30 septembre 2013, nous disposons également d'autres facilités de crédit bancaire, y compris des facilités sous forme de lettres de crédit d'un montant de 114 millions de dollars venant à échéance au milieu de 2014, dont le montant de 114 millions de dollars a été utilisé. Selon les données historiques, il est improbable que des montants en espèces seront tirés sur les lettres de crédit aux fins de garantie.

Par ailleurs, nous disposons d'autres facilités sous forme de lettres de crédit qui nous permettront de participer aux enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz qu'Industrie Canada doit tenir en 2014. En vertu des conditions des enchères et comme il est précisé dans le document intitulé *Cadre de délivrance de licences pour les services mobiles à large bande (SMLB) – bande de 700 MHz*, les communications entre les soumissionnaires susceptibles de fournir des indices sur les stratégies de soumission, y compris les références aux blocs, technologies ou éléments d'évaluation principaux, sont interdites jusqu'à la date limite de paiement final prévue pour les enchères. La divulgation du montant précis de nos lettres de crédit pourrait être interprétée comme un moyen utilisé pour faire état de nos intentions en ce qui a trait aux soumissions. Le montant maximal des lettres de crédit que tout participant individuel pourrait être tenu de livrer s'élève à environ 405 millions de dollars.

7.6 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention a pris effet jusqu'au 1^{er} août 2014, et les liquidités disponibles en vertu de cette convention s'élevaient à 100 millions de dollars au 30 septembre 2013. Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TCI doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente. Au 8 novembre 2013, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

7.7 Notations du crédit

Il n'y a eu aucun changement à nos notations du crédit de première qualité au 8 novembre 2013.

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.8* de notre rapport de gestion annuel 2012.

Risque de liquidité

À titre de composante de nos politiques financières liées à la structure du capital, nous gérons le risque de liquidité des façons suivantes : en recourant à un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui nous permet de gérer nos liquidités excédentaires et nos besoins en liquidités selon nos besoins réels et ceux de nos filiales; en maintenant des facilités bancaires bilatérales et des facilités de crédit consortial, en vertu desquelles les liquidités disponibles aux termes des facilités de crédit bancaire s'élevaient à plus de 1,8 milliard de dollars au 30 septembre 2013 (se reporter à la *rubrique 7.5*); en vendant des créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, programme aux termes duquel les liquidités disponibles se chiffraient à 100 millions de dollars au 30 septembre 2013 (se reporter à la *rubrique 7.6*); en maintenant un programme de papier commercial; en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels; en gérant les échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

Au 30 septembre 2013, à l'exception de l'encours du papier commercial de 205 millions de dollars, nous n'avons aucune dette à long terme arrivant à échéance avant 2015. Notre prospectus préalable de base, qui était en vigueur jusqu'au 3 novembre 2013, a pris fin. Nous prévoyons déposer un prospectus préalable de base le 8 novembre 2013, et nous pourrions, si celui-ci est mené à bonne fin, émettre un montant de 3,0 milliards de dollars de titres de créance ou de participation.

Engagements et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au deuxième trimestre de 2013, nous avons accru de façon considérable la durée moyenne jusqu'à l'échéance de notre dette à long terme en procédant à une série de transactions au titre de la dette, y compris les émissions de billets échéant dans 11 ans et de billets échéant dans 30 ans effectuées en avril, le remboursement par anticipation, en mai, des billets qui seraient arrivés à échéance en mai 2014, et le remboursement des billets arrivés à échéance en juin 2013 (se reporter à la *rubrique 7.3*). À l'exception de l'encours du papier commercial de 205 millions de dollars au 30 septembre 2013, un montant en capital de 625 millions de dollars de la dette à long terme arrivera à échéance en 2015.

Nos obligations d'achat liées aux dépenses d'investissement au 30 septembre 2013, qui couvrent une période allant jusqu'en 2018, se chiffrent à 290 millions de dollars (au 31 décembre 2012, 306 millions de dollars pour une période allant jusqu'en 2018). Les autres obligations d'achat au 30 septembre 2013 s'établissent à 2 614 millions de dollars (3 083 millions de dollars au 31 décembre 2012).

Réclamations et poursuites

TELUS fait l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, nous avons reçu ou sommes au courant de certaines réclamations possibles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à notre égard et, dans certains cas, à l'égard de nombreuses autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications.

La direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats opérationnels, à l'exception des éléments décrits à la *rubrique 10.9*, « *Litiges et questions d'ordre juridique* » de notre rapport de gestion annuel 2012, à la mise à jour présentée à la *rubrique 10.3* du présent rapport de gestion, et à la note 23 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 30 septembre 2013.

7.9 Information sur les actions en circulation

Le 4 février 2013, conformément aux modalités d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal, nous avons échangé la totalité de nos actions sans droit de vote émises et en circulation contre des actions ordinaires, à raison de une pour une. Par suite de cette transaction, les actions sans droit de vote ont été radiées de la cote de la TSX et de la NYSE, et les actions ordinaires (symbole « T » à la TSX) ont été inscrites à la cote de la NYSE (symbole « TU »).

Le 14 mars 2013, nous avons annoncé un fractionnement de nos actions ordinaires à raison de deux pour une (le « fractionnement d'actions à raison de deux pour une »). Le 16 avril 2013, les actionnaires de TELUS ont reçu une action supplémentaire pour chaque action qu'ils détenaient à la date de clôture des registres le 15 avril 2013. Toutes les informations concernant les actions en circulation et les résultats par action présentés dans le présent rapport de gestion pour les périodes antérieures au 16 avril 2013 reflètent le traitement rétrospectif du fractionnement d'actions.

Le 9 mai 2013, lors de notre assemblée annuelle et extraordinaire, les actionnaires ont approuvé l'élimination des actions sans droit de vote de la structure du capital social autorisé, l'élimination de toutes références aux actions sans droit de vote dans nos statuts, ainsi que l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires que nous pouvons émettre, le portant de un milliard à deux milliards.

Actions en circulation (en millions)

	Au 30 septembre 2013
Actions ordinaires	623,2 ¹
Options d'achat d'actions ordinaires	8,6
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées	3,9

1. Aux fins du calcul du bénéfice par action dilué, le nombre d'actions s'établissait à 635,4 millions au troisième trimestre de 2013.

7.10 Transactions entre parties liées

Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 30 septembre 2013, TELUS Corporation contrôlait finalement 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôlait finalement pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités, et ils comprennent les membres de notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 13 millions de dollars et à 27 millions de dollars, respectivement, au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à 8 millions de dollars et à 25 millions de dollars, respectivement, au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2012. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 24 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Transactions avec des coentreprises immobilières

Au premier trimestre de 2011, nous avons annoncé un partenariat à parts égales avec une partie conclu dans des conditions de concurrence normale, qui a pour objet le projet Jardin TELUS, un projet de réaménagement immobilier se composant d'une tour d'habitation en copropriété et d'une tour de bureaux abritant des locaux pour bureaux et pour commerces de détail situés à Vancouver, en Colombie-Britannique. En juillet 2013, nous avons annoncé un partenariat à parts égales avec deux parties conclu dans des conditions de concurrence normale, qui a pour objet le projet TELUS Sky, un projet de réaménagement immobilier qui donnera lieu à la construction d'un immeuble comportant des locaux pour bureaux, des locaux pour commerces de détail et des logements situés à Calgary, en Alberta.

Les transactions conclues avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées, sont décrites à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière Jardin TELUS comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2015 au titre des travaux de construction (environ 146 millions de dollars au 30 septembre 2013), un engagement découlant d'un contrat de location simple d'une durée de 20 ans ayant prise d'effet en 2015 et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 413 millions de dollars conclu avec deux institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 50 % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 50 %). Les unités de la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS sont toutes vendues et, au 8 novembre 2013, environ 78 % des locaux de la tour de bureaux de ce projet étaient loués. Les dépenses aux fins de la construction de la tour à usage mixte de la coentreprise immobilière TELUS Sky devraient totaliser environ 400 millions de dollars.

8. Questions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* de notre rapport de gestion annuel 2012. La préparation d'états financiers conformément aux IFRS de l'IASB exige que la direction ait recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

L'un de nos jugements importants tient à ce qui suit : nous considérons que les activités et les flux de trésorerie de nos secteurs des services mobiles et des services filaires sont suffisamment distincts pour que ceux-ci soient considérés comme des secteurs opérationnels et comme des secteurs à présenter, malgré la convergence de la technologie et des activités liées à l'infrastructure de télécommunications de nos secteurs des services mobiles et des services filaires qui a eu lieu jusqu'à présent. Advenant le cas où cette convergence se poursuivrait, il pourrait ne plus s'avérer utile, voire même possible, de faire une distinction objective entre les activités et les flux de trésorerie de nos secteurs des services mobiles et des services filaires; si une convergence suffisante se produisait, les activités de nos secteurs des services mobiles et des services filaires ne constitueraient plus des composantes distinctes ou des secteurs opérationnels séparés, et chacune de ces activités pourrait constituer un groupe de produits et services similaires.

Par ailleurs, s'il devient difficile de faire la distinction entre les flux de trésorerie tirés de nos secteurs des services mobiles et des services filaires, ce qui démontrerait leur interdépendance, il pourrait en résulter une unification de l'unité génératrice de trésorerie du secteur des services mobiles et de celle du secteur des services filaires en une unique unité génératrice de trésorerie aux fins des tests de dépréciation.

8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

IAS 19, Avantages du personnel (modifiée en 2011) : Nous avons adopté la norme modifiée avec prise d'effet à l'exercice 2013 et l'avons appliquée, comme il est exigé, de manière rétrospective. La *rubrique 8.2* de notre rapport de gestion du premier trimestre de 2013 comporte un résumé de l'incidence de cette norme pour chacun des trimestres de 2012 et de 2011. L'incidence pour le trimestre et les neuf premiers mois de 2012 est quantifiée dans le tableau ci-dessous. Se reporter également à la note 2 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Incidence de l'application rétrospective d'IAS 19 (modifiée en 2011)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Troisième trimestre clos le 30 septembre 2012			Période de neuf mois close le 30 septembre 2012		
	Chiffres présentés initialement	Incidence de l'application d'IAS 19 modifiée	Chiffres présentés à l'heure actuelle	Chiffres présentés initialement	Incidence de l'application d'IAS 19 modifiée	Chiffres présentés à l'heure actuelle
Charges opérationnelles						
Charge au titre des avantages du personnel	534	28	562	1 555	84	1 639
Bénéfice opérationnel	557	(28)	529	1 638	(84)	1 554
Coûts de financement	86	10	96	246	32	278
Bénéfice avant impôt sur le résultat	471	(38)	433	1 392	(116)	1 276
Impôt sur le résultat	120	(10)	110	365	(30)	335
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions de participation	351	(28)	323	1 027	(86)	941
Autres éléments du résultat global						
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	94	28	122	82	86	168
Bénéfice net par action de participation¹						
– De base	0,54	(0,05)	0,49	1,58	(0,14)	1,44
– Dilué	0,54	(0,05)	0,49	1,57	(0,13)	1,44
Information supplémentaire						
BAIIA du secteur des services mobiles	640	(2)	638	1 898	(6)	1 892
BAIIA du secteur des services filaires	378	(26)	352	1 127	(78)	1 049
BAIIA ²	1 018	(28)	990	3 025	(84)	2 941

1. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

2. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».

Produits tirés de contrats avec des clients : Un exposé-sondage modifié a été publié en novembre 2011. Nous évaluons actuellement l'incidence des propositions énoncées dans cet exposé-sondage. Advenant le cas où la norme définitive, dont la prise d'effet devrait s'appliquer à notre exercice 2017, refléterait dans une large mesure ces propositions, l'incidence et l'importance relative de cette norme seront différentes pour chaque secteur et chaque entité. Tout comme d'autres entreprises de télécommunications, nous nous attendons à ce que l'application de la norme ait une incidence significative pour la société, principalement en ce qui a trait au moment auquel les produits doivent être comptabilisés et à l'incorporation dans le coût de l'actif des coûts d'acquisition et des coûts liés à l'exécution de contrats.

Autres normes publiées : Les autres normes publiées qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 n'ont eu aucune incidence sur notre rendement financier.

9. Indications pour l'exercice 2013

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nous avons annoncé nos objectifs pour l'exercice complet 2013, dans le communiqué portant sur nos résultats du quatrième trimestre de 2012 et lors de la téléconférence et de la webémission connexes à l'intention des investisseurs le 15 février 2013; ces objectifs sont présentés à la *rubrique 1.5* du rapport de gestion annuel 2012. Nous révisons nos indications concernant les revenus du secteur des services mobiles et les dépenses d'investissement consolidées pour l'exercice complet 2013. Nos indications révisées tiennent compte de toute incidence de l'acquisition proposée de Public Mobile.

La baisse de l'indication concernant les revenus du secteur des services mobiles pour l'exercice tient compte de la baisse attendue au chapitre des revenus tirés des équipements résultant d'un changement dans la composition du parc d'appareils et des décisions de clients de reporter des améliorations. L'augmentation de l'indication concernant les dépenses d'investissement pour l'exercice tient compte de la poursuite des investissements dans des initiatives dans les domaines des services mobiles et des services filaires à large bande et dans des centres de données Internet (CDI) de pointe, ainsi que des investissements destinés à améliorer l'expérience de service à la clientèle. Nos objectifs, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier sont présentés à la *rubrique 4.3*.

Indications pour l'exercice complet 2013 (mesures clés du rendement)

	Indications révisées pour l'exercice 2013	Objectifs initiaux pour 2013 et croissance prévue	Variation
Chiffres consolidés			
Produits	Aucun changement	11,4 G\$ à 11,6 G\$ 4 % à 6 %	—
BAIIA ¹	Aucun changement	3,95 G\$ à 4,15 G\$ 2 % à 8 %	—
Bénéfice par action – de base ²	Aucun changement	1,90 \$ à 2,10 \$ 3 % à 14 %	—
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	Environ 2,0 G\$	Environ 1,95 G\$	Hausse d'environ 50 M\$
Secteur des services mobiles			
Produits (externes)	6,1 G\$ à 6,2 G\$ 4 % à 6 %	6,2 G\$ à 6,3 G\$ 6 % à 8 %	Baisse de 100 M\$
BAIIA	Aucun changement	2,575 G\$ à 2,675 G\$ 5 % à 9 %	—
Secteur des services filaires			
Produits (externes)	Aucun changement	5,2 G\$ à 5,3 G\$ 2 % à 4 %	—
BAIIA	Aucun changement	1,375 G\$ à 1,475 G\$ (2) % à 5 %	—
<p>1 .Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR », pour la définition.</p> <p>2 .Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.</p>			

Hypothèses relatives aux objectifs et aux indications pour 2013

Hypothèses quantitatives :

- Pénétration du marché des services mobiles au Canada : Gain de deux à trois points de pourcentage (comparativement à un gain de 2,6 points de pourcentage en 2012), en raison de l'intensité de la concurrence ainsi que de l'adoption et du remplacement de téléphones intelligents, de tablettes et d'applications de transmission de données. La croissance au sein de l'industrie pour le cumul à ce jour est plus lente qu'en 2012, selon l'information publiée pour les neuf premiers mois de 2013. Cependant, selon les données historiques, la croissance au sein de l'industrie pour l'exercice complet dépend dans une large mesure des ajouts d'abonnés au quatrième trimestre.
- Régimes de retraite : Charge totale au titre des régimes de retraite à prestations définies d'environ 160 millions de dollars, soit environ 110 millions de dollars relativement à la charge au titre des avantages du personnel et environ 50 millions de dollars relativement aux coûts de financement (montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies); taux d'actualisation de 3,9 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel; et montant d'environ 195 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Coûts de restructuration et autres coûts similaires : Indication révisée le 8 août 2013 et portée d'environ 75 millions de dollars à environ 100 millions de dollars, en raison des initiatives d'efficacité opérationnelle en cours et supplémentaires.
- Dotation aux amortissements : Indication révisée le 8 août et ramenée d'environ 1,9 milliard de dollars à environ 1,85 milliard de dollars, en raison de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- Coûts de financement : Indication révisée le 8 août et portée d'environ 400 millions de dollars à 440 millions de dollars, en raison de l'augmentation de l'encours de notre dette nette et de la prime au titre du remboursement par anticipation de billets en mai.
- Taux d'imposition prévu par la loi combiné : Indication révisée le 8 août se situant dans une fourchette de 25,5 % à 26,5 %, en raison de la hausse du taux d'imposition provincial en Colombie-Britannique. Notre hypothèse initiale se situait dans une fourchette de 25 % à 26 %.
- Paiements d'impôt en trésorerie de 390 millions de dollars à 440 millions de dollars.

Hypothèses qualitatives :

- Continuité d'une vive concurrence au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché aux consommateurs et le marché d'affaires.
- Maintien ou hausse des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés du secteur des services mobiles – hypothèse confirmée pour les neuf premiers mois, la hausse de ces frais pour le cumul de l'exercice étant de 2,2 % et découlant de la mise en service et du remplacement de téléphones intelligents.
- Maintien ou légère hausse des PMAA combinés tirés des services mobiles – hypothèse confirmée, la hausse pour le cumul à ce jour s'étant élevée à 1,7 %, en raison de l'augmentation des PMAA tirés des services de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la tendance à la baisse continue au chapitre des PMAA tirés des services de transmission de la voix.
- La croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données devrait être neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants – hypothèse confirmée, la croissance de 11 % des produits tirés des services de transmission de données pour le cumul à ce jour ayant été neutralisée par la baisse de 4,8 % des produits tirés des services de transmission de la voix et autres produits, ce qui se traduit par une croissance nette des produits de 3,9 %.
- Niveau prévu des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) touché par les investissements continus à l'appui de la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles et aux services filaires, ainsi que des améliorations apportées aux technologies (se reporter à « *Se doter de moyens nationaux* », à la rubrique 2).

10. Risques et gestion des risques

Nos risques principaux et nos incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats à l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2012.

10.1 Concurrence

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.1, « Concurrence »*, présentée dans notre rapport de gestion annuel 2012 ainsi que dans notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2013.

Le 18 juillet 2013, dans le cadre d'une téléconférence avec les investisseurs, Verizon a fait savoir qu'elle envisageait de pénétrer le marché canadien et de potentiellement participer aux enchères de spectre dans la bande de 700 MHz qui débiteront en janvier 2014. Cependant, au début de septembre, Verizon a annoncé qu'elle ne prévoyait pas pénétrer le marché canadien. Bien que les règles relatives aux enchères de spectre auraient permis à une importante société de télécommunications étrangère de participer aux enchères à titre de nouveau venu et de présenter une soumission visant deux blocs de spectre de premier ordre dans le cadre des enchères visant la bande de fréquence de 700 MHz, aucune importante société de télécommunications étrangère n'a

demandé à participer aux enchères. En vertu des règles relatives aux enchères établies par Industrie Canada, nous ne pouvons pas formuler de commentaires sur la structure du marché après les enchères.

10.2 Questions de réglementation

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.3, « Questions de réglementation »*, présentée dans notre rapport de gestion annuel 2012, ainsi que de la *rubrique 10.2, « Questions de réglementation »*, présentée dans notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2013.

Disponibilité future et coût des licences de spectre pour les services sans fil

Nous avons présenté une demande de participation aux enchères de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz qu'Industrie Canada tiendra à compter de janvier 2014. Les conditions proposées relativement aux enchères de licences prévoient notamment un plafond de 10 MHz en ce qui concerne le spectre de premier ordre pour la bande de fréquence de 700 MHz pouvant être acquis par un important soumissionnaire canadien tel que TELUS (p. ex., une entreprise de télécommunications ayant plus de 10 % de la part de marché nationale des services exprimée en abonnés, ou plus de 20 % de la part de marché régionale des services exprimée en abonnés).

Étant donné que l'issue des enchères futures est inconnue, nos dépenses d'investissement requises pour assurer le succès des soumissions, la quantité de spectre que nous pourrions en fin de compte acquérir, de même que l'incidence de ces enchères sur notre stratégie de mise en œuvre de notre réseau mobile, demeurent incertaines.

Cadre portant sur le transfert de spectre mobile

Le 28 juin 2013, le gouvernement du Canada a adopté le *Cadre portant sur le transfert, la division et la subordination des licences de spectre mobile commercial*. En vertu de ce cadre, le ministre de l'Industrie doit approuver les changements de contrôle et autres « transferts réputés » de licences de spectre actuelles et futures.

Nous avons déposé une demande de révision judiciaire des règles qui régissent le transfert de spectre, en nous appuyant sur le fait que l'exigence selon laquelle les transferts réputés doivent être approuvés n'est pas du ressort du ministre de l'Industrie. L'audience aura lieu en 2014, et nous nous attendons à ce qu'une décision soit rendue au deuxième ou troisième trimestre de 2014. Si la politique est maintenue, le nouveau processus d'approbation ministérielle pourrait entraver les futurs transferts de spectre mobile.

Cadre portant sur les enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz

Dans le cadre des prochaines enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, le spectre pouvant être acquis par les fournisseurs de services sans fil sera limité à deux blocs. Cependant, le ministre a également déterminé que les importants fournisseurs de services sans fil (y compris TELUS, Rogers et Bell) auront uniquement le droit d'acquérir une licence visant un bloc de spectre de premier ordre dans la bande de fréquence de 700 MHz.

Nous avons déposé une demande de révision judiciaire du plafond additionnel imposé relativement aux enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz. Nous sommes d'avis que l'imposition de ce plafond additionnel n'est pas du ressort du ministre. Une audience est prévue pour le 3 décembre 2013, et nous nous attendons à ce qu'une décision soit prise avant le début du processus de soumission pour les enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz qui auront lieu en janvier 2014. Si le cadre portant sur les enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz est maintenu, cela pourrait entraver notre capacité à acquérir du spectre supplémentaire.

Exigences relatives aux services d'itinérance mobiles et au partage des pylônes d'antennes

Les exigences relatives aux services d'itinérance et au partage des pylônes d'antennes ont été modifiées dans le document intitulé *Conditions de licence concernant l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes d'antennes et des emplacements, ainsi que l'interdiction des emplacements exclusifs*, qui a été publié en mars 2013.

Bell Mobilité a déposé une demande de révision judiciaire de l'exigence liée à la prestation de services d'itinérance numérique sur ses réseaux et au partage de ses pylônes d'antennes et de ses emplacements avec des fournisseurs de services sans fil concurrents. Bell est d'avis que le ministre n'a pas la compétence voulue pour imposer ces exigences visant le partage des réseaux. Si le tribunal accepte la demande, la capacité du ministre à ordonner la prestation de services d'itinérance et le partage des pylônes d'antennes sera restreinte.

Lois provinciales visant la protection des consommateurs/code national de protection des consommateurs de services sans fil

Étant donné qu'un certain nombre de provinces ont promulgué, ou prévoient promulguer, des modifications aux lois visant la protection des consommateurs qui ont une incidence directe ou indirecte sur les conditions liées à la prestation de services sans fil, nous avons, en 2012, demandé au CRTC de prendre des mesures aux fins de la mise en place, à l'échelle nationale, de lignes directrices uniformes obligatoires.

Le 3 juin 2013, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2013-271, « Le Code sur les services sans fil » (le « code sur les services sans fil »), qui met en place un code de conduite obligatoire visant les fournisseurs qui offrent des services vocaux et de données sans fil mobiles de détail aux particuliers et aux petites entreprises. Le code sur les services sans fil est applicable à l'échelle du Canada et il établit les exigences de base en ce qui a trait aux droits des consommateurs, ainsi que les responsabilités des fournisseurs de services dont doivent s'acquitter tous les fournisseurs de services sans fil mobiles. Il traite de questions telles que la clarté et le contenu des contrats de services sans fil mobiles, l'application de frais de résiliation anticipée et les plafonds obligatoires concernant les frais d'utilisation de données et les frais d'itinérance.

Le code sur les services sans fil entrera en vigueur le 2 décembre 2013, et nous avons mis en œuvre des mesures aux fins de son application. À l'heure actuelle, nous prévoyons être en mesure de nous conformer aux exigences de ce code d'ici son entrée en vigueur.

Bien que le code sur les services sans fil doive entrer en vigueur le 2 décembre 2013 et qu'il s'appliquera aux contrats de services sans fil mobiles signés, modifiés, renouvelés ou prolongés après cette date, le CRTC a également indiqué que ce code s'appliquera à tous les contrats de services sans fil à compter du 3 juin 2015, peu importe la date à laquelle ils ont été conclus. Cela pourrait vouloir dire qu'à compter du 3 juin 2015, le code sur les services sans fil s'appliquera de manière rétrospective à tous les contrats de services sans fil mobiles de détail conclus avec des particuliers et des petites entreprises, y compris les contrats en vigueur avant le 2 décembre 2013. Les contrats prévoyant un solde pour l'appareil qui est réduit sur une période supérieure à 24 mois, ce qui est le cas pour les contrats de services sans fil mobiles d'une durée de trois ans existants, ne seront pas conformes au code sur les services sans fil.

TELUS, de même que d'autres importants fournisseurs de services mobiles, a déposé un avis de motion auprès de la Cour d'appel fédérale, afin d'interjeter appel de l'application rétrospective du code sur les services sans fil. La Cour d'appel fédérale a accordé une autorisation d'interjeter appel, et le processus d'appel est en cours. Dans le cadre du processus d'appel, nous demanderons une motion accélérée, mais la Cour n'entendra probablement pas l'appel avant 2014. Si l'application rétrospective du code sur les services sans fil devait se produire, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers futurs.

Par ailleurs, des incertitudes subsistent quant à la façon dont les provinces ayant promulgué (ou prévoyant promulguer) des lois visant la protection des consommateurs de services sans fil réagiront à la mise en œuvre du code sur les services sans fil. Il se pourrait que nous, et d'autres fournisseurs de services mobiles, devions engager d'importants coûts de conformité, particulièrement si les règles fédérales et provinciales ne sont pas entièrement harmonisées.

Examen des services de gros filaires

Le 15 octobre 2013, le CRTC a amorcé un examen général du cadre réglementaire actuel visant les services de gros filaires et a publié à cet effet l'Avis de consultation de télécom CRTC 2013-551, « *Examen des services de gros et des politiques connexes* ». Cette procédure de réglementation qui couvre un champ très large comprendra une audience devant avoir lieu au quatrième trimestre de 2014, et nous nous attendons à ce qu'une décision soit rendue au premier trimestre de 2015. L'issue de cet examen modifiera les aspects du cadre de réglementation actuel des services de gros, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos futures stratégies commerciales.

Entreprises de distribution de radiodiffusion

Plus importante intégration verticale

D'importants regroupements ont eu lieu dans le secteur de la radiodiffusion, notamment l'acquisition d'Astral Media par Bell Canada Entreprises (« BCE »), transaction qui a été approuvée par le CRTC en juin 2013. En septembre 2011, le CRTC a annoncé l'élaboration d'un cadre réglementaire pour répondre aux préoccupations soulevées par l'incitation potentielle à un comportement anticoncurrentiel par les entreprises de radiodiffusion intégrées verticalement et par les facteurs pouvant inciter un tel comportement. Le CRTC a ultérieurement mis en place un nouveau code de conduite par l'entremise de modifications apportées à divers règlements relatifs à la radiodiffusion et diverses ordonnances d'exemption de radiodiffusion. Les modifications apportées aux règlements

ont été promulguées en juillet 2012. Par ailleurs, le CRTC a assujéti l'acquisition d'Astral Media par BCE en juin 2013 à de nombreuses balises supplémentaires sous forme de conditions de licence, afin d'assurer un accès au contenu que BCE contrôle selon des modalités commerciales raisonnables.

Le CRTC songe à faire en sorte que les balises supplémentaires appliquées aux entreprises de distribution de radiodiffusion de BCE soient également appliquées aux entreprises de distribution de radiodiffusion combinées de Shaw et Corus, dans le cadre de l'audience portant sur l'acquisition par Corus de certains actifs dont Astral Media s'est dessaisi. Par ailleurs, le CRTC a reçu une demande visant à éliminer l'échappatoire de l'ordonnance d'exemption de Digital Media, aux termes de laquelle les entreprises de distribution de Shaw ont pu bénéficier d'une longueur d'avance anticoncurrentielle relativement à la distribution sur les multiples plateformes du service Movie Central de Corus.

Si les balises concernant l'intégration verticale ne sont pas appliquées de manière stricte au moment opportun, il existe un risque que des concurrents intégrés verticalement qui détiennent à la fois du contenu de radiodiffusion et des plateformes de distribution haussent injustement les coûts de programmation que des entreprises non intégrées verticalement telles que TELUS doivent payer, ou tentent d'empêcher l'accès à du contenu sur les plateformes numériques (plateformes Internet et mobiles), ou nous pénalisent autrement en attirant et en fidélisant des abonnés de nos services mobiles ou de notre service Télé OPTIK.

Atténuation des risques à l'égard de toutes les questions de réglementation mentionnées ci-dessus : Nous continuons de faire valoir au gouvernement le fait que les restrictions à la propriété étrangère doivent être appliquées de manière symétrique à toutes les entreprises de communications exerçant des activités au Canada, et nous continuerons de préconiser un accès équitable au spectre.

Nous avons préconisé, et appuyons, la mise en œuvre récente d'un code national de protection des consommateurs de services sans fil par le CRTC, afin de réduire les coûts de conformité et de normaliser les conditions liées à la prestation de services, mais nous avons interjeté appel de l'application rétrospective du code sur les services sans fil du CRTC. Avec prise d'effet le 30 juillet 2013, nous avons par ailleurs lancé de nouveaux forfaits de deux ans qui pourraient nous aider à atténuer le passage à des contrats d'une durée maximale de deux ans.

En ce qui concerne la distribution de contenu de radiodiffusion, nous favorisons l'application de règles symétriques en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*, qui permet de s'assurer que tous les consommateurs canadiens continuent de bénéficier d'un accès équitable au contenu de radiodiffusion, quel que soit le distributeur ou la plateforme de leur choix. Selon nous, tant que le contenu est réglementé de manière à assurer l'atteinte d'objectifs culturels, cette position est au mieux des intérêts de toutes les entreprises de télécommunications et de leurs clients. Nous continuons de préconiser la mise en œuvre rigoureuse et en temps opportun de la politique du CRTC en matière d'intégration verticale, et de préconiser l'application judicieuse d'autres balises, au besoin.

10.3 Litiges et questions d'ordre juridique

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.9, « Litiges et questions d'ordre juridique »*, présentée dans notre rapport de gestion annuel 2012.

Recours collectifs

Recours collectifs non autorisés

Les recours collectifs non autorisés contre nous, contre d'autres entreprises de télécommunications et contre des fabricants de téléphones cellulaires comprennent un nouveau recours collectif intenté en 2013 en Colombie-Britannique, alléguant que l'utilisation prolongée de téléphones cellulaires entraîne des effets nocifs pour la santé.

Recours collectifs autorisés

Les recours collectifs autorisés contre nous comprennent un recours collectif autorisé récent intenté en 2012 au Québec, alléguant que nous avons modifié unilatéralement et incorrectement les contrats de clients afin de hausser divers tarifs liés aux services mobiles.

Atténuation des risques : Nous contestons vigoureusement l'autorisation des recours collectifs non autorisés. L'autorisation constitue une étape de la procédure qui sert à déterminer si une poursuite donnée peut être intentée par un demandeur partie au recours au nom d'une catégorie de personnes. L'autorisation d'un recours collectif ne permet pas de déterminer le bien-fondé de la poursuite, et si nous ne réussissons pas à empêcher cette autorisation, les demandeurs devraient quand même prouver le bien-fondé de leur poursuite. Nous croyons que nous disposons d'une bonne défense à l'égard des recours collectifs autorisés et nous nous défendons énergiquement. Si le dénouement final des recours collectifs diffère de nos évaluations et de nos hypothèses, cela pourrait donner lieu à un ajustement important de notre situation financière et de nos résultats opérationnels.

11. Définitions et rapprochements

11.1 Mesures financières non définies par les PCGR

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

Ratio de distribution : Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices).

Calcul du ratio de distribution

Périodes de 12 mois closes les 30 septembre (en dollars)	2013	2012
Numérateur – Dividende annualisé du troisième trimestre déclaré par action de participation ¹	1,36	1,22
Dénominateur – Bénéfice net par action de participation ¹	1,96	1,78
Ratio (en %)	69	69

1. Reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, de l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les exercices 2007 à 2012, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, et elle est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective (se reporter à la *rubrique 4.3*).

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Périodes de 12 mois closes les 30 septembre (en dollars)	2013	2012
Numérateur – Dividende annualisé du troisième trimestre déclaré par action de participation ¹	1,36	1,22
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars)		
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 267	1 165
Ajouter : prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt sur le résultat	17	—
Ajouter : ajustements nets défavorables (déduire : ajustements nets favorables) liés à l'impôt sur le résultat (se reporter à la <i>rubrique 5.2</i>)	5	(12)
Déduire : profit net après impôt (ajouter : perte nette liée à la participation) au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	(6)
Option de règlement en espèces net liée aux options	(2)	(4)
	1 287	1 143
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ¹	1,99	1,76
Ratio ajusté (en %)	68	69

1. Reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

Couverture par le bénéfice Mesure définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Périodes de 12 mois closes les 30 septembre (en millions de dollars, sauf les ratios)	2013	2012
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 267	1 165
Impôt sur le résultat	465	396
Coûts d'emprunt (intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme)	388	352
Numérateur	2 120	1 913
Dénominateur – Coûts d'emprunt	388	352
Ratio (fois)	5,5	5,4

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits opérationnels moins les montants inscrits aux postes Achat de biens et services et Charge au titre des avantages du personnel.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui est prise en compte dans le secteur des services filaires, nous ne prévoyons pas conserver une participation dans la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS une fois que les travaux de construction seront terminés. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, nous avons, en 2012, comptabilisé un profit, déduction faite des pertes liées à la participation, de 7 millions de dollars avant impôt pour les neuf premiers mois de l'exercice. Le BAIIA consolidé pour cette période, excluant ce profit net, se chiffre à 2 934 millions de dollars. Les pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS se sont établies à néant au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013, et à néant au troisième trimestre de 2012.

Calcul du BAIIA

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	356	323	1 004	941
Coûts de financement	109	96	337	278
Impôt sur le résultat	125	110	384	335
Amortissement des immobilisations corporelles	342	362	1 033	1 049
Amortissement des immobilisations incorporelles	103	99	309	338
BAIIA	1 035	990	3 067	2 941

BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires Nous présentons cette mesure en tant qu'indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Cette mesure sert aussi au calcul du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** et du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires pour les périodes de 12 mois closes les 30 septembre 2013 et 2012 s'est établi à 4 069 millions de dollars et à 3 832 millions de dollars, respectivement.

Calcul du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	1 035	990	3 067	2 941
Coûts de restructuration et autres coûts similaires	15	3	65	29
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	1 050	993	3 132	2 970

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires Mesure définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS (se reporter à la rubrique 7.5).

BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) Nous calculons cette mesure comme une simple mesure de substitution des flux de trésorerie consolidés et des flux de trésorerie de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications avec le temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites ci-dessus.

Calcul du BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	1 035	990	3 067	2 941
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(555)	(471)	(1 533)	(1 460)
BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	480	519	1 534	1 481

Flux de trésorerie disponibles Nous présentons les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle nous avons recours pour évaluer le rendement. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	1 035	990	3 067	2 941
Déduire : profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	—	—	(7)
Déduire : produits d'intérêts reçus qui sont également comptabilisés au poste Autres produits opérationnels	—	(1)	—	(1)
(Décaissements) au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(6)	(2)	(8)	(13)
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie				
Rémunération fondée sur des actions	21	13	46	29
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	27	24	81	77
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(7)	(14)	(173)	(145)
Intérêts versés	(62)	(56)	(250)	(228)
Intérêts reçus	—	1	3	12
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(555)	(471)	(1 533)	(1 460)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	453	484	1 233	1 205
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	(88)	(58)	(318)	(137)
Flux de trésorerie disponibles	365	426	915	1 068

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités opérationnelles.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie disponibles	365	426	915	1 068
Ajouter : dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	555	471	1 533	1 460
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités opérationnelles	164	68	72	(12)
Entrées liées aux activités opérationnelles	1 084	965	2 520	2 516

Dettes nettes Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par la trésorerie et les placements temporaires disponibles et, le cas échéant, en ce qui a trait aux exercices précédents, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**.

Calcul de la dette nette

Aux 30 septembre (en millions de dollars)	2013	2012
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 904	6 182
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	32	24
Trésorerie et placements temporaires	(32)	(45)
Emprunts à court terme	409	403
Dette nette	7 313	6 564

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est semblable au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit (se reporter à la *rubrique 7.5*).

Ratio dette nette/total des capitaux investis Mesure de la proportion de la dette utilisée dans la structure du capital de TELUS.

Montant net des charges d'intérêts Il s'agit du dénominateur utilisé pour calculer le ratio de **couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement, excluant les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes de 12 mois closes les 30 septembre 2013 et 2012. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts pour les périodes de 12 mois closes les 30 septembre 2013 et 2012 s'est élevé à 360 millions de dollars et à 333 millions de dollars, respectivement.

Coûts de restructuration et autres coûts similaires Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engageons des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou transformationnels à nos modèles d'affaires ou nos modèles opérationnels. Outre les éléments tels que les charges liées à la main-d'œuvre interne et externe, ces charges inhabituelles peuvent comprendre l'amortissement des charges au titre des immobilisations incorporelles, lorsque la mise hors service d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles a lieu bien avant la fin de leur durée d'utilité estimée, de manière à ce que les autres ressources restantes qui étaient auparavant associées à ces immobilisations, telles que le spectre, puissent être utilisées dans le cadre d'autres activités. Les autres coûts similaires comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises.

Total des capitaux investis Cette mesure est définie et calculée comme suit :

Calcul du total des capitaux investis – valeur comptable

Aux 30 septembre (en millions de dollars)	2013	2012
Dette nette	7 313	6 564
Capitaux propres	7 267	8 047
Déduire : cumul des autres éléments du résultat global	(33)	(15)
Total des capitaux investis – Valeur comptable	14 547	14 596

11.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications sans fil. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Appareil d'abonné (services mobiles) Unité génératrice de produits active et récurrente (p. ex. un téléphone cellulaire, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI), qui donne accès aux réseaux mobiles de transmission de la voix ou de données à des fins de communication. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Notre définition d'un appareil d'abonné exclut les appareils mobile à mobile tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques mobiles.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 30 septembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012 <i>(Données ajustées)</i>	2013	2012 <i>(Données ajustées)</i>
PRODUITS OPÉRATIONNELS				
Services	2 687 \$	2 551 \$	7 902 \$	7 481 \$
Équipement	168	204	506	537
	2 855	2 755	8 408	8 018
Autres produits opérationnels	19	19	48	52
	2 874	2 774	8 456	8 070
CHARGES OPÉRATIONNELLES				
Achat de biens et services	1 237	1 222	3 613	3 490
Charge au titre des avantages du personnel	602	562	1 776	1 639
Amortissement des immobilisations corporelles	342	362	1 033	1 049
Amortissement des immobilisations incorporelles	103	99	309	338
	2 284	2 245	6 731	6 516
BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL	590	529	1 725	1 554
Coûts de financement	109	96	337	278
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	481	433	1 388	1 276
Impôt sur le résultat	125	110	384	335
BÉNÉFICE NET	356	323	1 004	941
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	2	(2)	(1)	(5)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	(6)	(7)	—	(2)
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	5	11	(6)	11
	1	2	(7)	4
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	152	122	243	168
	153	124	236	172
RÉSULTAT GLOBAL	509 \$	447 \$	1 240 \$	1 113 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION DE PARTICIPATION*				
De base	0,56 \$	0,49 \$	1,55 \$	1,44 \$
Dilué	0,56 \$	0,49 \$	1,55 \$	1,44 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION DE PARTICIPATION*	0,34 \$	0,305 \$	1,00 \$	0,90 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS DE PARTICIPATION EN CIRCULATION*				
De base	633	652	646	651
Dilué	635	656	649	655

*Les montants tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement d'actions du 16 avril 2013.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(non audité)

(en millions)	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	32 \$	107 \$
Débiteurs	1 392	1 541
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	22	25
Stocks	318	350
Charges payées d'avance	241	178
Actifs dérivés	13	9
	2 018	2 210
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	8 355	8 165
Immobilisations incorporelles, montant net	6 268	6 181
Goodwill, montant net	3 726	3 702
Coentreprises immobilières	11	11
Autres actifs non courants	215	176
	18 575	18 235
	20 593 \$	20 445 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	409 \$	402 \$
Créditeurs et charges à payer	1 630	1 511
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	231	102
Dividendes à payer	213	208
Facturation par anticipation et dépôts de clients	698	703
Provisions	48	49
Tranche à court terme de la dette à long terme	205	545
Partie courante des passifs dérivés	1	—
	3 435	3 520
Passifs non courants		
Provisions	227	222
Dette à long terme	6 699	5 711
Autres passifs non courants	1 345	1 682
Impôt sur le résultat différé	1 620	1 624
	9 891	9 239
Passif	13 326	12 759
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 267	7 686
	20 593 \$	20 445 \$

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes closes les 30 septembre (en millions)	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2013	2012 <i>(Données ajustées)</i>	2013	2012 <i>(Données ajustées)</i>
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Bénéfice net	356 \$	323 \$	1 004 \$	941 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités opérationnelles :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	445	461	1 342	1 387
Impôt sur le résultat différé	114	137	(77)	(34)
Rémunération fondée sur des actions	21	13	46	29
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	27	24	81	77
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(7)	(14)	(173)	(145)
Autres	3	3	2	25
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	125	18	295	236
Entrées liées aux activités opérationnelles	1 084	965	2 520	2 516
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(482)	(475)	(1 490)	(1 463)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	(67)	—	(67)	—
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	(3)	(7)	(32)	(48)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(5)	(29)	(16)	(67)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	—	29	1	47
Produit des cessions	6	2	7	20
Autres	(1)	(10)	(5)	(33)
Sorties liées aux activités d'investissement	(552)	(490)	(1 602)	(1 544)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation	(222)	(198)	(639)	(575)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(762)	—	(1 000)	—
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	8	3	7	(1)
Émission de titres de créance à long terme	1 170	928	3 450	3 624
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(965)	(1 235)	(2 790)	(4 021)
Autres	(1)	—	(21)	—
Sorties liées aux activités de financement	(772)	(502)	(993)	(973)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Diminution de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(240)	(27)	(75)	(1)
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	272	72	107	46
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	32 \$	45 \$	32 \$	45 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE OPÉRATIONNELS				
Intérêts versés	(62) \$	(56) \$	(250) \$	(228) \$
Intérêts reçus	— \$	1 \$	3 \$	12 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(88) \$	(58) \$	(318) \$	(137) \$

Information sectorielle

(non audité)

Trimestres clos les 30 septembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
		(Données ajustées)		(Données ajustées)		(Données ajustées)		(Données ajustées)
Produits opérationnels								
Produits externes	1 563 \$	1 501 \$	1 311 \$	1 273 \$	— \$	— \$	2 874 \$	2 774 \$
Produits intersectoriels	12	10	43	43	(55)	(53)	—	—
	1 575 \$	1 511 \$	1 354 \$	1 316 \$	(55) \$	(53) \$	2 874 \$	2 774 \$
BAIIA¹	680 \$	638 \$	355 \$	352 \$	— \$	— \$	1 035 \$	990 \$
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	194 \$	175 \$	361 \$	296 \$	— \$	— \$	555 \$	471 \$
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	486 \$	463 \$	(6) \$	56 \$	— \$	— \$	480 \$	519 \$
							2 874 \$	2 774 \$
							1 237	1 222
							602	562
							1 035	990
							342	362
							103	99
							590	529
							109	96
							481 \$	433 \$

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
		(Données ajustées)		(Données ajustées)		(Données ajustées)		(Données ajustées)
Produits opérationnels								
Produits externes	4 545 \$	4 312 \$	3 911 \$	3 758 \$	— \$	— \$	8 456 \$	8 070 \$
Produits intersectoriels	36	30	126	127	(162)	(157)	—	—
	4 581 \$	4 342 \$	4 037 \$	3 885 \$	(162) \$	(157) \$	8 456 \$	8 070 \$
BAIIA¹	2 012 \$	1 892 \$	1 055 \$	1 049 \$	— \$	— \$	3 067 \$	2 941 \$
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	499 \$	520 \$	1 034 \$	940 \$	— \$	— \$	1 533 \$	1 460 \$
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	1 513 \$	1 372 \$	21 \$	109 \$	— \$	— \$	1 534 \$	1 481 \$
							8 456 \$	8 070 \$
							3 613	3 490
							1 776	1 639
							3 067	2 941
							1 033	1 049
							309	338
							1 725	1 554
							337	278
							1 388 \$	1 276 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits opérationnels diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2. Total des dépenses d'investissement.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de trente-six cents (0,36 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 2 janvier 2014 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2013.

Par ordre du conseil,

Monique Mercier

Vice-présidente exécutive, chef des services juridiques et secrétaire générale

Vancouver, Colombie-Britannique

Le 8 novembre 2013

Relations avec les investisseurs

1-800-667-4871

ir@telus.com